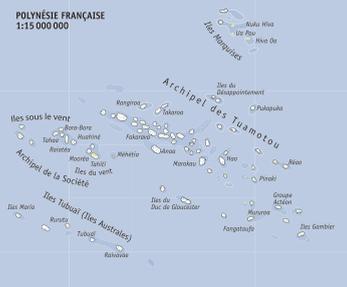




POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

Bulletin trimestriel

Conjoncture économique

N° 144 - Statistiques au 30/09/2010

*Synthèse de la
conjoncture
en Polynésie française*

1 - Conjoncture internationale et nationale du 3^e trimestre 2010

Une reprise de l'économie mondiale encore hésitante

Au troisième trimestre 2010, la poursuite du mouvement de reprise a été globalement timide et les écarts ont continué à se creuser entre pays émergents et pays avancés. La stabilité financière a été menacée par la crise des dettes souveraines. La consommation et l'investissement, moteurs traditionnels de la croissance, doivent maintenant prendre le relais des politiques de relance budgétaire.

Au cours du troisième trimestre 2010, le PIB des États-Unis a progressé de 2,0% en rythme annualisé¹ après +2,4%² au deuxième trimestre 2010. Ce trimestre a été marqué par une décélération de la demande intérieure et par une atténuation du déficit commercial imputable à une moindre hausse des importations. Pour la première fois depuis avril dernier, le taux de chômage a très légèrement augmenté pour atteindre 9,6% de la population active en octobre. Le taux d'inflation continue de diminuer et s'établit à 1,1% en septembre sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25%.

Au Japon, le PIB a augmenté de 0,9% durant le troisième trimestre, après +0,1% au deuxième trimestre. La croissance a été tirée notamment par la consommation des ménages et l'investissement privé résidentiel, alors que la demande publique a marqué le pas et que les exportations ont augmenté moins vite que les importations.

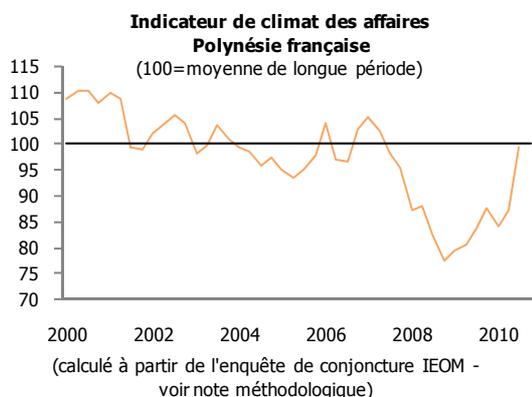
Dans les pays émergents, l'activité économique est restée soutenue, même si la croissance s'est quelque peu essouffée. Les principaux pays émergents d'Asie ont enregistré des taux de croissance de leurs exportations légèrement plus faibles qu'au deuxième trimestre. Les effets des plans de relance se font sentir notamment en Amérique latine, où le Brésil et l'Argentine ont affiché des taux de croissance de leur PIB de respectivement 8,7 % et 9,2 % en rythme annuel au deuxième trimestre 2010³.

La croissance du PIB de la zone euro a ralenti (+0,4% au troisième trimestre contre +1% au second trimestre 2010), malgré la croissance de l'Allemagne (+ 0,7% sur le trimestre). La hausse des prix à la consommation dans la zone euro s'est établie à 1,8% en septembre 2010, du fait essentiellement de la composante énergie. Le taux de chômage dans la zone a atteint 10,1% en septembre 2010. La BCE a maintenu inchangé son taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, à 1%.

En France également, la croissance a ralenti : le PIB a progressé de 0,4 %, après +0,6 % au trimestre précédent. La demande des ménages a joué un rôle moteur : leur consommation et leur investissement ont progressé respectivement de 0,6% et 1% sur le trimestre (contre 0,3% et 0,2% au deuxième trimestre). L'investissement des entreprises a décéléré (+0,5% contre +1,2% au trimestre précédent). Le solde commercial a continué de se détériorer, contribuant négativement à la croissance (-0,5 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,6 % sur un an en octobre, tiré essentiellement par les prix des produits pétroliers et, dans une moindre mesure, par la hausse saisonnière des prix des services. L'emploi salarié dans les services marchands a poursuivi sa hausse (+0,3% après +0,2%) mais le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 0,2% sur le trimestre.

2 - Conjoncture en Polynésie française au 3e trimestre 2010

Le redressement de l'Indicateur de climat des affaires (ICA) se poursuit, témoignant d'une amélioration du moral des chefs d'entreprises du secteur marchand, déjà perçue au deuxième trimestre. Avec une progression de 12,4 points entre les deux trimestres, l'ICA retrouve sa moyenne de longue période et affiche son meilleur niveau depuis le deuxième trimestre 2007⁴.



L'activité est jugée en légère hausse sur le trimestre et l'évolution des effectifs et de la trésorerie sur cette période participe particulièrement à cette hausse. On note aussi une forte amélioration des intentions d'investissement à un an qui cessent de se replier.

La consommation des ménages, moteur traditionnel de la croissance polynésienne, montre quelques signes positifs.

Les chefs d'entreprises ne sont pas unanimes sur cette embellie : ceux du secteur primaire, des services et du tourisme se montrent plutôt optimistes, alors que les commerçants et les professionnels du secteur secondaire font part d'un courant d'affaires moins porteur.

¹ Soit +0,5% par rapport au trimestre précédent.

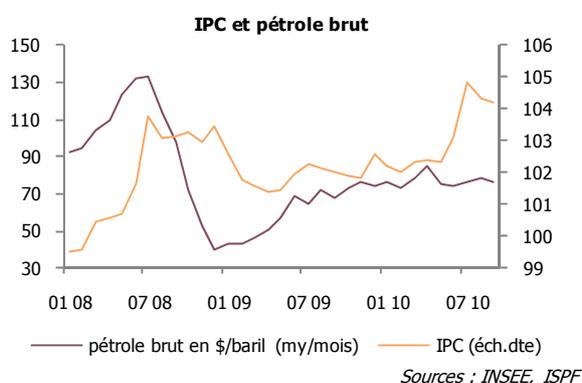
² Soit +0,6% par rapport au trimestre précédent.

³ Soit respectivement 2,1 % et 2,2 % en rythme trimestriel.

⁴ En raison d'un important travail effectué sur l'échantillon de l'enquête, un risque de rupture de série ne peut être exclu. Ces résultats sont donc à prendre avec précaution et devront être confirmés.

Dans l'attente de la mise en place des réformes structurelles annoncées (CPS, finances publiques, loi électorale) et d'une véritable dynamique de relance, les responsables économiques locaux abordent le quatrième trimestre 2010 avec circonspection. Dès lors, considérer l'amélioration ressentie au troisième trimestre comme l'amorce d'une reprise durable paraît prématuré. L'examen à l'Assemblée de Polynésie française du budget 2011, marqué par la rigueur, pourrait raviver les inquiétudes des agents économiques quant à leur avenir.

Une hausse des prix relativement contenue

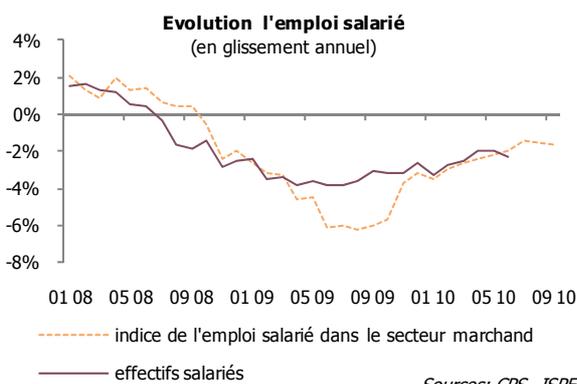


La progression de l'**indice des prix à la consommation** (IPC) s'amplifie : +1,1% sur les trois derniers mois, après +0,7% le trimestre précédent. Cette hausse est liée à l'évolution des prix des produits alimentaires (+1,9%) et des prix de l'énergie (+6,0%). Cependant un tassement est perceptible sur les trois derniers mois : +1,7 % en juillet, -0,4 % en août et -0,1 % en septembre.

Les prix progressent de 2,1 % en glissement annuel. Cette hausse est enregistrée dans sa quasi-totalité en juin et juillet. Elle reste centrée sur les produits alimentaires (+3,8 %) et les services (+2,1 %). En outre, la hausse des cours pétroliers en 2010¹ pèse sur l'indice « combustibles, énergie » (+6,1 %) et sur le transport international (+6,3 %).

Une moindre dégradation de l'emploi

La détérioration du marché du travail semble se tasser : l'indice de l'emploi salarié marchand de septembre s'affiche en retrait de 1,6 % en glissement annuel (-1,9 % en juin). Les entrepreneurs interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture font, quant à eux, état d'une orientation légèrement positive au cours du troisième trimestre. En juin 2010 (dernières données disponibles), le nombre de salariés recensés par la CPS diminue de 1,8 % en glissement annuel, contre -3 % en mars.



Quelques signaux positifs sur la consommation des ménages

Les responsables du commerce déplorent toujours la faiblesse de leur courant d'affaires. Toutefois, les indicateurs disponibles semblent indiquer une légère amélioration de la **consommation des ménages** au troisième trimestre 2010. Les importations de biens de consommation progressent de 3,5 % en valeur sur le trimestre (données cvs²) contre -0,5 % au trimestre précédent ; parmi celles-ci, les biens d'équipement du foyer se redressent fortement (+14 % contre -10 % précédemment).

En revanche, le marché de l'automobile accuse une nouvelle baisse d'activité, d'autant plus marquée après l'extinction des mesures gouvernementales de soutien au secteur. Les ventes reculent de 14 % sur le segment du neuf par rapport au deuxième trimestre (données cvs). Début septembre, la 32^e édition du salon de l'automobile de Papeete a affiché une contreperformance, avec une baisse de la fréquentation et des ventes de l'ordre de 25 % par rapport aux années précédentes. Parallèlement, l'encours des crédits à la consommation des particuliers³ se contracte de 4 % en glissement annuel en septembre (-4 % en juin).

Un potentiel d'investissement latent

Les chefs d'entreprise se montrent moins réticents à investir : le solde d'opinion correspondant rejoint sa moyenne de longue période et les importations de biens d'équipement progressent de 14 % sur le trimestre (données cvs), après -5 %

¹ Compte tenu de l'affaiblissement global de l'euro vis-à-vis du dollar US en 2010, la hausse des cours pétroliers est d'environ 25 % entre le troisième trimestre 2009 et le troisième trimestre 2010.

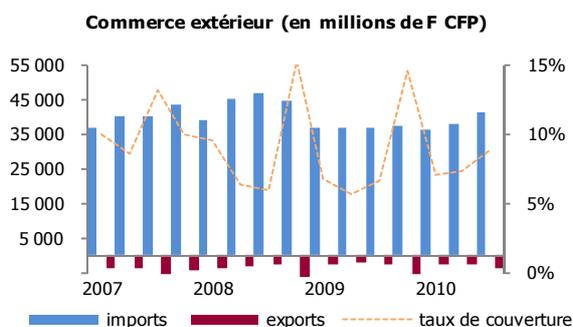
² Corrigées des variations saisonnières.

³ D'après les statistiques issues des banques locales.

précédemment¹. Mais, ce rebond ne semble pas refléter le signe d'une reprise effective eu égard au nouveau repli de la production des crédits à l'équipement des entreprises² (-22,8 % par rapport au trimestre précédent et -39,8% par rapport au 3^{ème} 2009).

Du côté des ménages, l'encours des crédits à l'habitat des particuliers a progressé 0,6% sur le trimestre, le nouveau dispositif de soutien à l'investissement des particuliers³ commençant à produire ses effets et en particulier, le Prêt d'accès à la propriété (PAP) dont l'enveloppe s'est tarie en moins de deux mois. Le secteur de la construction pourrait bénéficier des effets de ce dispositif dans les prochains mois.

Un dynamisme des échanges extérieurs



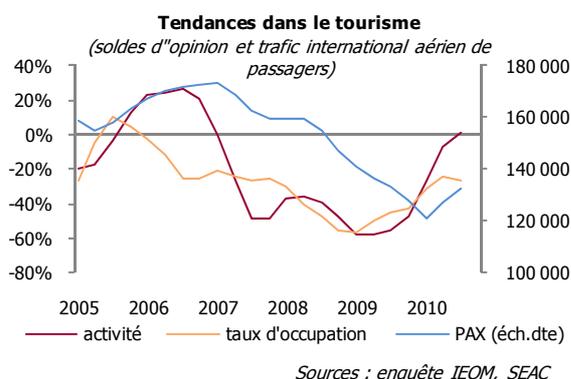
Les exportations augmentent de 25 % en valeur par rapport au deuxième trimestre 2010 (données cvs) et les importations de 7 %, soutenues par les produits énergétiques, les biens intermédiaires (notamment le bois) et les biens d'équipement.

Une reprise incertaine de l'activité

Selon les chefs d'entreprises interrogés, le regain d'activité au troisième trimestre aurait contribué à la stabilité des effectifs sans pour autant altérer le niveau des charges d'exploitation ; leur trésorerie se redresserait grâce à l'amélioration des délais de recouvrement auprès de la clientèle et à une gestion des stocks en flux tendus.

La conjoncture s'avère dans l'ensemble satisfaisante pour le **secteur primaire** dont les volumes d'exportations progressent sur le trimestre : + 40 % pour la vanille et +25 % pour le poisson (CVS). Pour les perles brutes, la chute des recettes (- 32 %) dépasse celle du volume exporté (- 15 %) : la situation du secteur reste délicate et ne semble pas devoir s'améliorer sur la fin de l'année comme en témoignent les résultats mitigés de la vente aux enchères organisée en octobre par la Maison de la Perle à Bora Bora ; peu d'acheteurs étrangers étaient présents et seulement 45 % des perles proposées ont été vendues, uniquement en qualité supérieure, avec un taux de surenchère global plutôt modeste (+8 %). La production de coprah continue de baisser (-14 % en données cvs au troisième trimestre 2010), conséquence du cyclone de février dernier qui a endommagé la cocoteraie polynésienne. Les perspectives du secteur sont cependant à la baisse.

Les dirigeants de l'**hôtellerie** portent une appréciation favorable sur l'évolution de leur activité au cours du troisième trimestre. Celle-ci aurait influé sur le niveau des effectifs sans dégrader outre mesure les charges d'exploitation. Compte tenu des éléments exceptionnels qui ont eu une incidence favorable sur l'activité au troisième trimestre (grève générale qui a différé le départ des touristes étrangers du sol polynésien, éclipse de soleil et fermetures d'établissements hôteliers) et du redressement du dollar US vis-à-vis de l'euro⁴ qui aurait dopé la fréquentation des touristes américains, le taux d'occupation des chambres atteint un niveau jugé satisfaisant. La trésorerie du secteur a bénéficié de l'amélioration des délais de paiement de la clientèle. Pour le deuxième trimestre consécutif, le trafic international de passagers à l'aéroport de Tahiti Faaa⁵ augmente de 5 % sur le trimestre (données cvs), rompant avec la tendance baissière observée depuis plus de trois ans. Les données du Conseil



¹ Hors King Tamatoa (2,1 milliards de F CFP), paquebot importé en mars 2010 pour desservir les îles Sous-le-Vent.

² D'après les statistiques issues des banques locales.

³ Entrés en vigueur début septembre, le prêt d'accès à la propriété (PAP), la prime à l'investissement des ménages (PIM) et le prêt incitatif au logement (PIL) ont été dotés d'une enveloppe globale de 85 millions de F CFP.

⁴ Le \$US s'est apprécié d'environ 8 % par rapport à l'euro entre janvier et septembre 2010.

⁵ Les dernières statistiques relatives à la fréquentation touristique datent de la fin du premier semestre 2010.

Synthèse de la conjoncture

des professionnels de l'hôtellerie (CPH)¹ font part d'une progression du taux d'occupation de 10 points par rapport au 3ème trimestre de l'année précédente et d'une moindre diminution du nombre de nuitées (-12 % en rythme annuel contre -22 % au deuxième trimestre 2010).

La volonté affichée par le gouvernement de définir les bases d'une politique de développement durable du tourisme, en y associant les professionnels au sein du COST (Conseil d'orientation stratégique du tourisme) et en faisant appel à un intervenant externe spécialisé (Atout France), semble également de nature à restaurer la confiance dans le secteur. Cependant, les perspectives pour le trimestre à venir sont très réservées.

Les responsables des **services aux entreprises** confirment la bonne tenue de leur activité au troisième trimestre qui devrait se poursuivre. Elle leur permet de recourir à des embauches. Ils observent en outre une diminution des tensions sur les délais de paiement de la clientèle qui participe à la restauration de leur situation de trésorerie.

Dans l'**industrie**, l'activité se replie, à l'exception de celle des industries agroalimentaires. Les chefs d'entreprise ont poursuivi leur politique restrictive en matière d'emploi et la réduction des stocks de produits finis, estimés supérieurs aux possibilités d'écoulement sur le marché. Leur situation de trésorerie semble se rééquilibrer grâce au raccourcissement des délais de paiement des clients (à l'exception de la branche agroalimentaire) et aux efforts réalisés sur la gestion des stocks de matières premières.

Les importations de biens intermédiaires reculent de 1 % sur le trimestre en données cvs (+ 2 % au deuxième trimestre 2010). On enregistre des prévisions d'investissement en hausse pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2008, malgré des perspectives d'activité réservées.

Les professionnels du **BTP** déplorent un manque de visibilité sur le court et le moyen termes. La contraction des dépenses liquidées par l'Enseignement (- 54 % sur le trimestre en données cvs) et l'Aviation civile (- 44 %), la faible hausse de celles de la direction de l'Équipement (+ 1 %), l'insuffisance de chantiers structurants et l'absence de nouveaux marchés significatifs semblent avoir significativement pesé sur la confiance des entrepreneurs et sur leurs intentions d'investir. Du côté de la demande privée, le dispositif mis en place par le gouvernement en septembre dynamise la production de crédits à l'habitat des banques locales (+51 % entre le deuxième et le troisième trimestre) qui, toutefois, reste en-dessous de celle de 2009 (-21 % par rapport au troisième trimestre 2009).

Les importations liées au BTP s'inscrivent en repli sur le trimestre : - 30 % en volume pour le bois transformé et - 79 % pour le bitume (données CVS). La hausse de 5 % des importations de ciment est à rapprocher d'opérations ponctuelles, telles que la gare maritime de Papeete ou le tunnel routier de la côte est de Tahiti. Les dirigeants du BTP restent attentifs à l'évolution de leurs charges d'exploitation, conservant une politique de l'emploi restrictive. Leur situation de trésorerie reste sensible à l'allongement des délais de paiement de la clientèle.

Dans le **commerce**, la rentrée scolaire n'aura pas permis d'atténuer le pessimisme ambiant qui se confirme au troisième trimestre 2010 ; les professionnels du secteur semblent poursuivre les compressions d'effectifs de façon à contenir les charges d'exploitation. Les tensions de trésorerie restent vives pour le commerce de détail, au demeurant pénalisé par des stocks de produits finis jugés supérieurs à la normale. Les anticipations des chefs d'entreprises pour les trois derniers mois de l'année, traditionnellement porteurs, sont plutôt pessimistes.

¹ 25 établissements.

Annexes statistiques

Note méthodologique

L'IEOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données **économiques quantitatives** issues de sources administratives (ISPF, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) ;
- des **données monétaires** issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEOM ;
- les **résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEOM** réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Indicateur de climat des affaires (ICA)

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM et l'IEOM ont élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composantes principales, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

1. Vue d'ensemble

<i>1.1 Les entreprises</i>	12
1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises	12
1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois.....	13
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité.....	14
<i>1.2 Les ménages</i>	15
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages.....	15
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages	15
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages.....	15
<i>1.3 Les indicateurs macroéconomiques</i>	17
1.3.1 L'emploi.....	17
1.3.2 Les prix	17
1.3.3 Les salaires.....	18
1.3.4 Le commerce extérieur	18
1.3.5 L'énergie	19

2. Analyse sectorielle

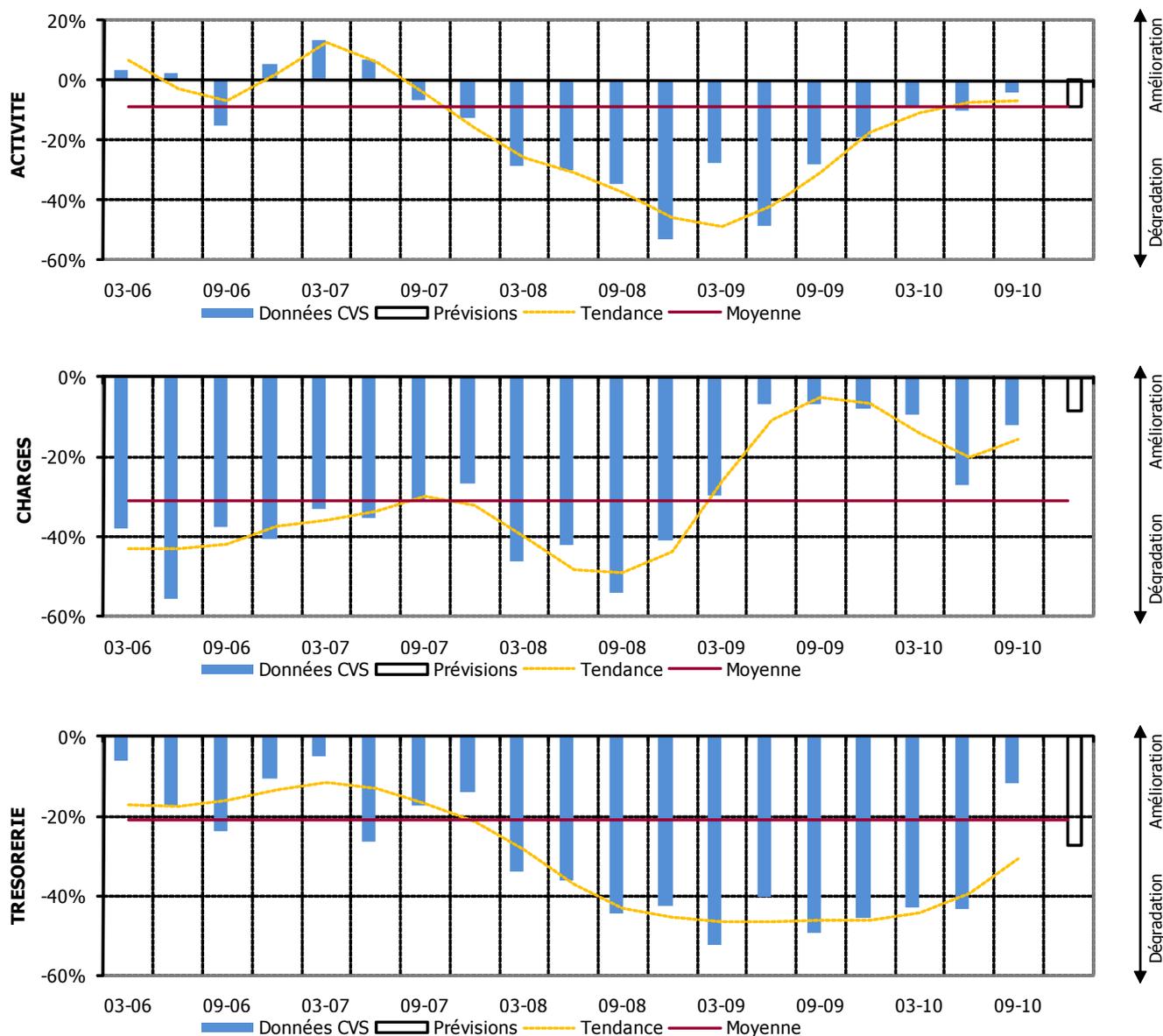
<i>2.1 Secteur primaire</i>	20
<i>2.2 Industrie agroalimentaire</i>	22
<i>2.3 Autres industries</i>	24
<i>2.4 Bâtiment et travaux publics</i>	26
<i>2.5 Commerce</i>	28
<i>2.6 Hôtellerie – Tourisme</i>	32
<i>2.7 Services marchands</i>	34

1. Vue d'ensemble

1.1 Les entreprises

1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 30 septembre 2010¹
Soldes d'opinions² CVS avec un taux de représentativité de l'enquête de 15,2 %³

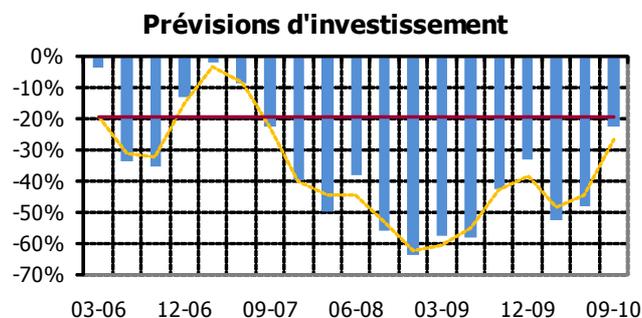
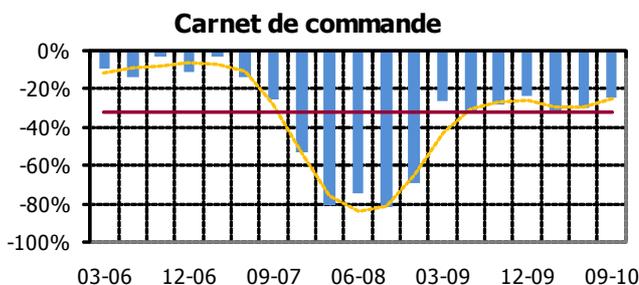
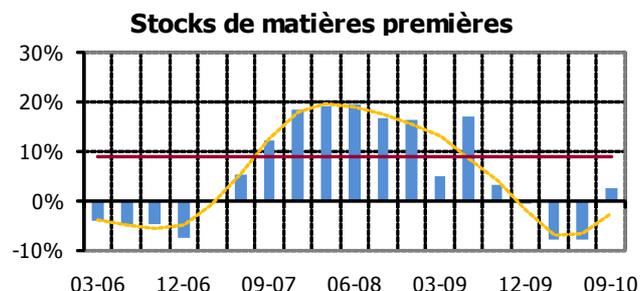
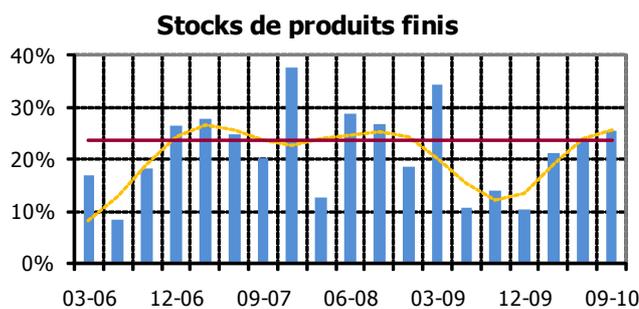
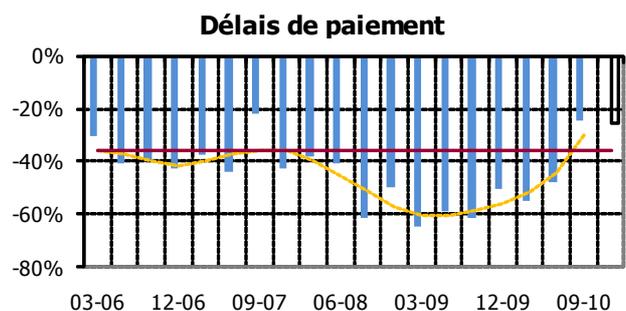
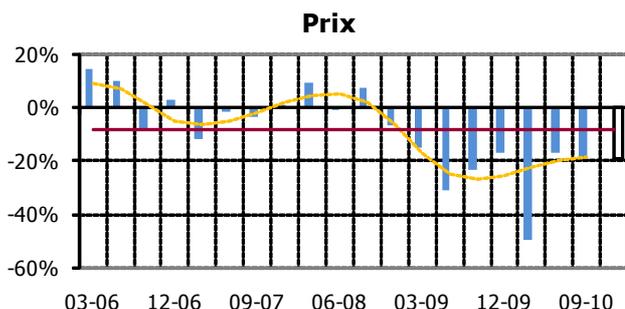
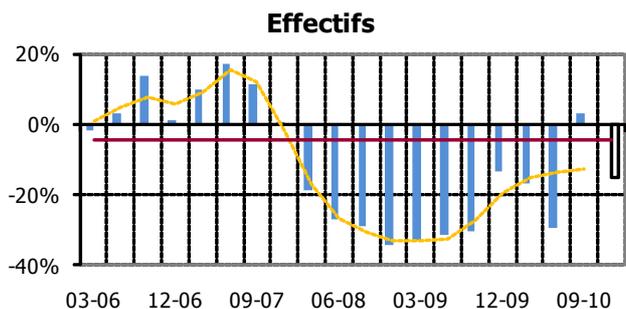


¹ L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 196 entreprises dont 161 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

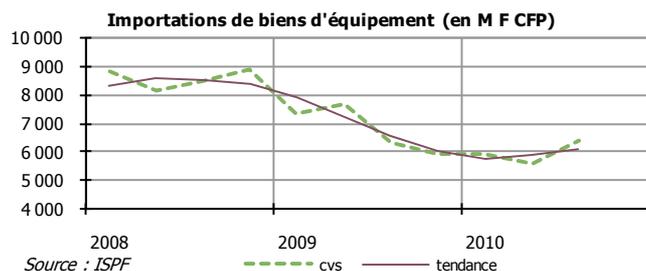
³ Taux de représentativité de l'enquête = effectifs des entreprises ayant répondu à l'enquête / effectifs totaux déclarés à la CPS au 31 mars 2010.

1.1 Les entreprises

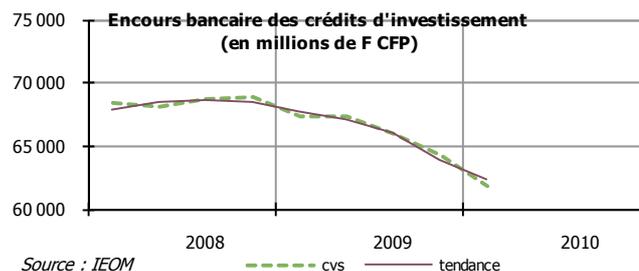


1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois

Les biens d'équipement professionnels



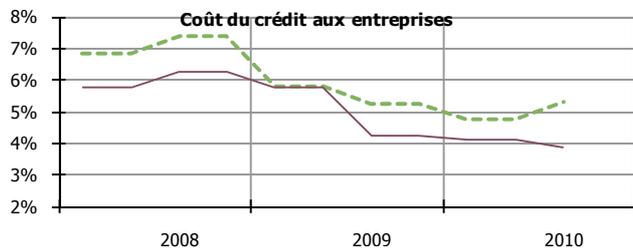
Le financement des investissements



1.1 Les entreprises

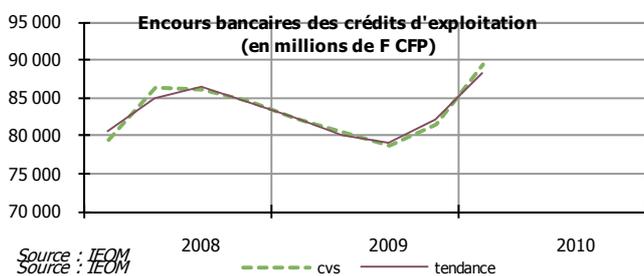
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité

Les conditions de financement



Source : IEOM

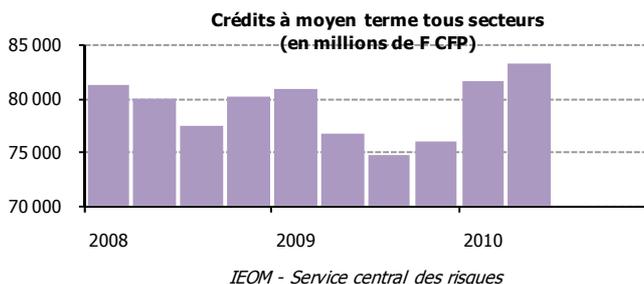
--- court terme



Source : IEOM

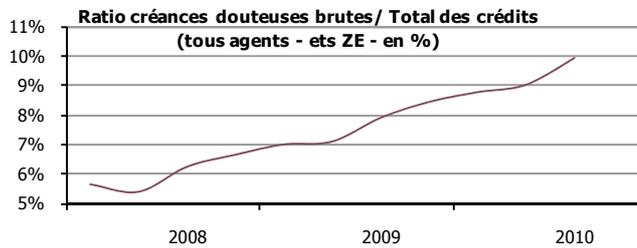
Source : IEOM

--- cvs — tendance



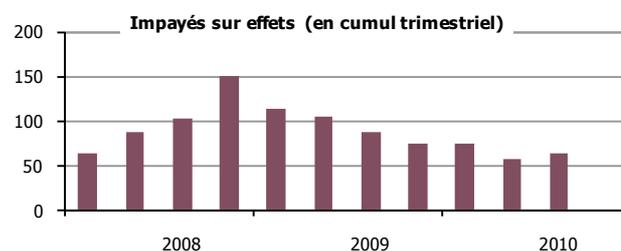
IEOM - Service central des risques

Les indicateurs de vulnérabilité

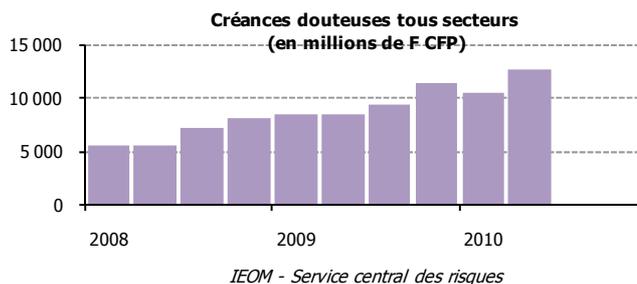


Source : IEOM

— série brute



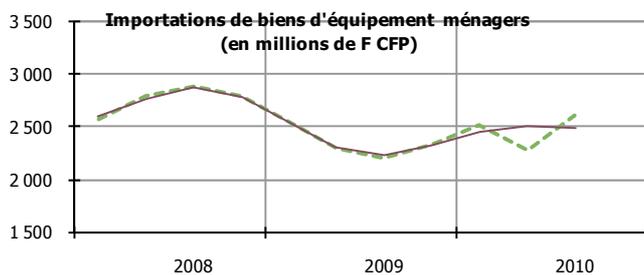
Source : ISPF



IEOM - Service central des risques

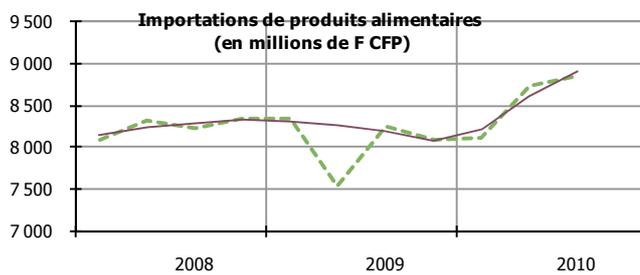
1.2 Les ménages

1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages



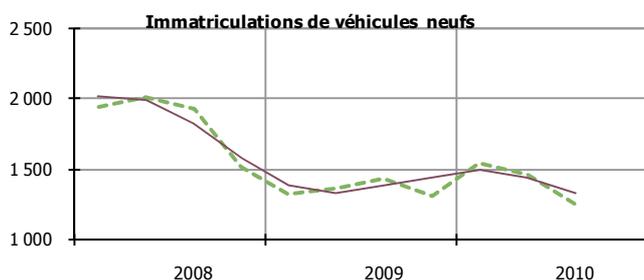
Source : ISPF

--- cvs — tendance



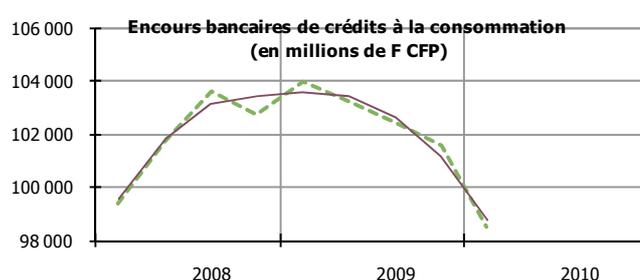
Source : ISPF

--- cvs — tendance



Source : ISPF

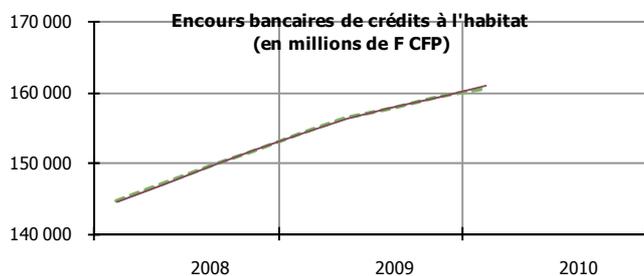
--- cvs — tendance



Source : IEOM

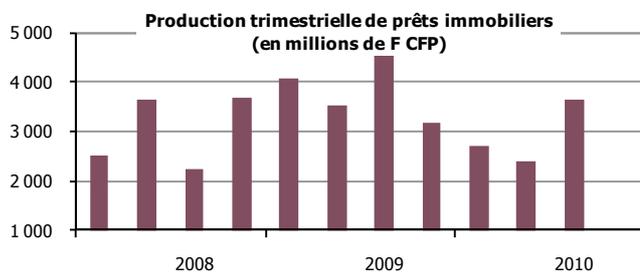
--- cvs — tendance

1.2.2 L'investissement immobilier des ménages



Source : IEOM

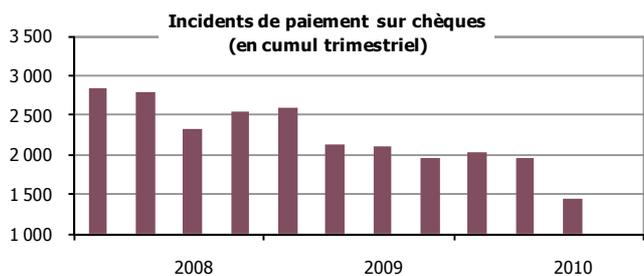
--- cvs — tendance



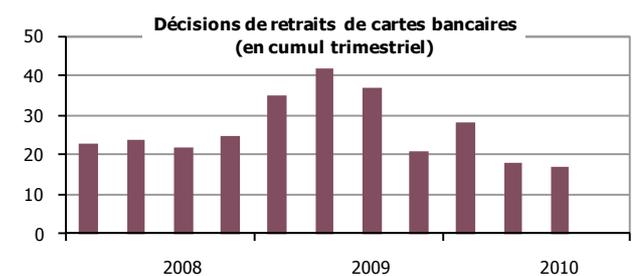
Source : EC locaux

1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation des moyens de paiement

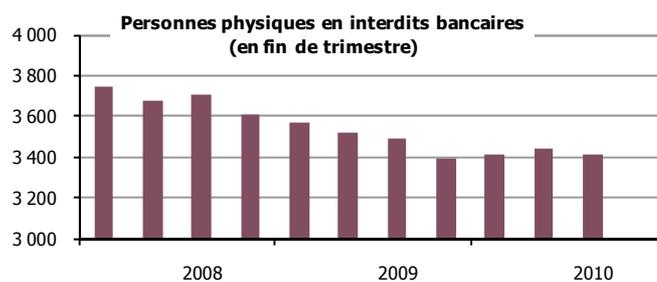


Source : IEOM

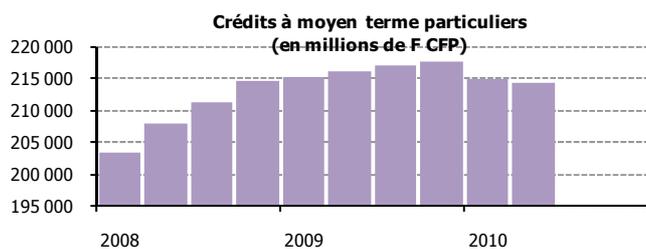


Source : IEOM

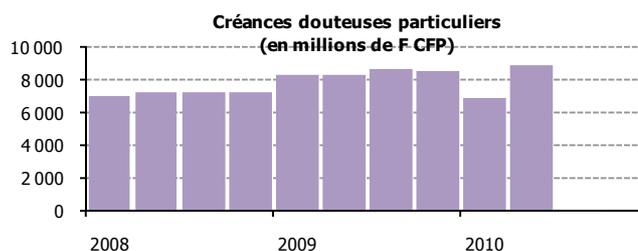
1.2 Les ménages



Source : IEOM



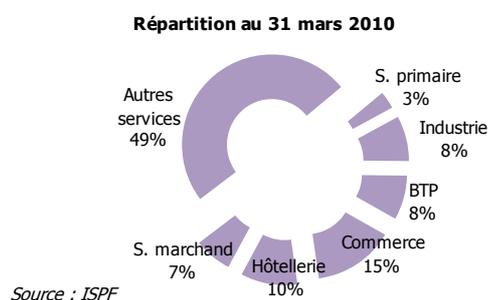
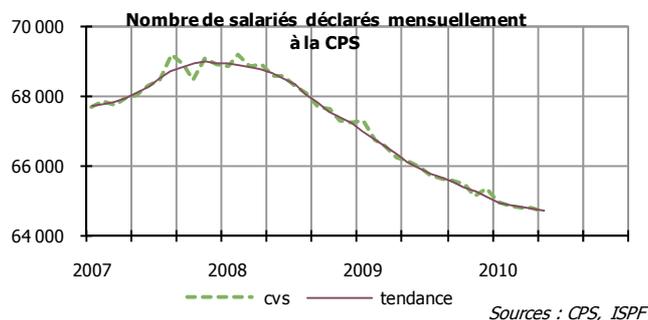
IEOM - Service central des risques



IEOM - Service central des risques

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.1 L'emploi



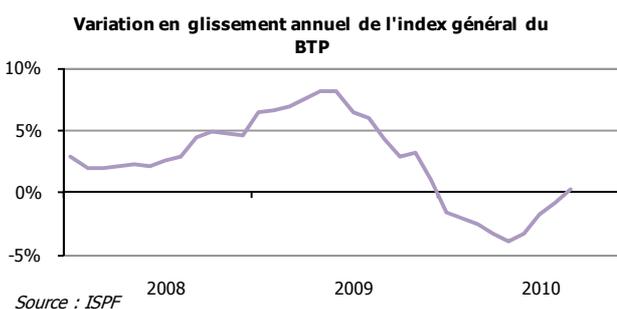
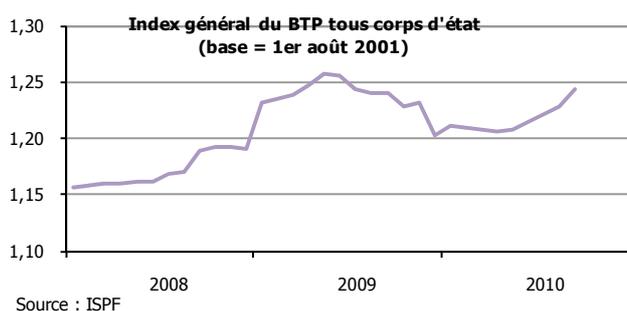
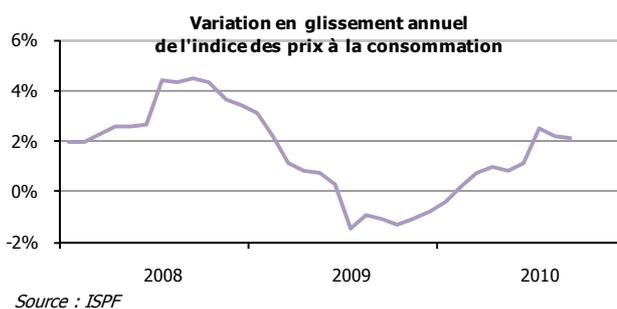
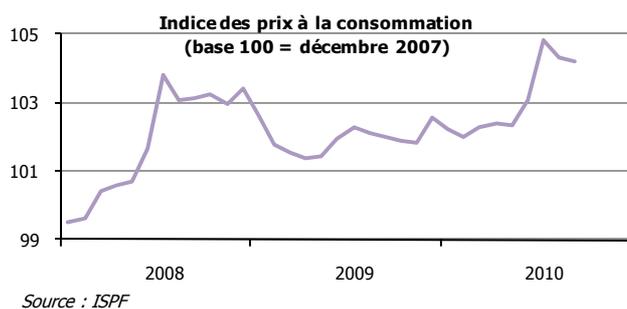
EMPLOI

(Source : CPS)

Nombre de salariés déclarés à la CPS

	mai-09	avr-10	mai-10	▲ mens.	▲ en glisst annuel
	65 804	64 534	64 407	-0,2%	-2,1%

1.3.2 Les prix



PRIX

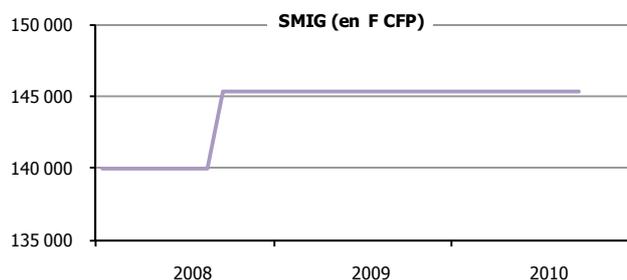
(Source : ISPF)

Indice des prix à la consommation
(base 100 : décembre 2007)

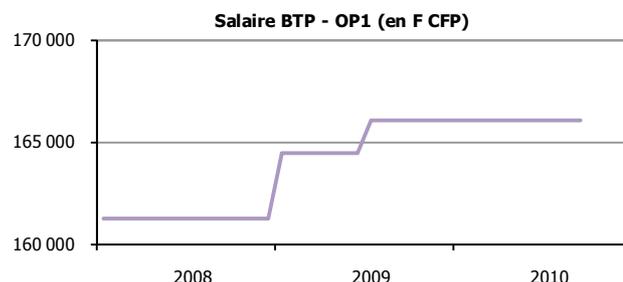
	sept-09	mars-10	juin-10	sept-10	▲ trim.	▲ en glisst annuel
	102,01	102,30	103,06	104,20	1,1%	2,1%

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.3 Les salaires



Source : Inspection du travail

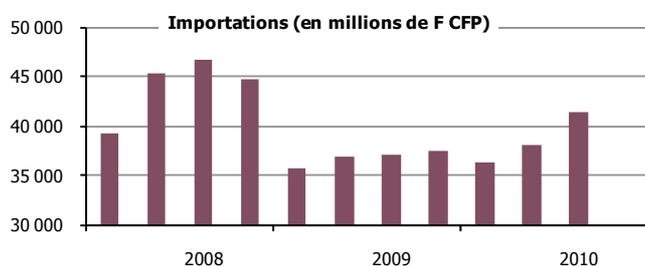


Source : Inspection du travail

SALAIRES MENSUELS BRUTS

	sept-08	sept-09	sept-10	▲ en glisst annuel	
				2010/2009	2009/2008
Salaire minimum interprofessionnel garanti	145 306	145 306	145 306	0,0%	0,0%
Salaires de l'industrie - employé 1er échelon	145 306	145 306	145 306	0,0%	0,0%
Salaires du BTP - OP 1	164 406	164 406	166 050	1,0%	0,0%
Salaires du commerce - employé 1ère catégorie	145 306	145 306	145 306	0,0%	0,0%
Salaires de l'hôtellerie - employé 1ère catégorie	145 306	145 306	145 306	0,0%	0,0%
Salaires des banques et sociétés financières - employé 1ère catégorie	145 306	145 306	145 306	0,0%	0,0%

1.3.4 Le commerce extérieur



Source : ISPF



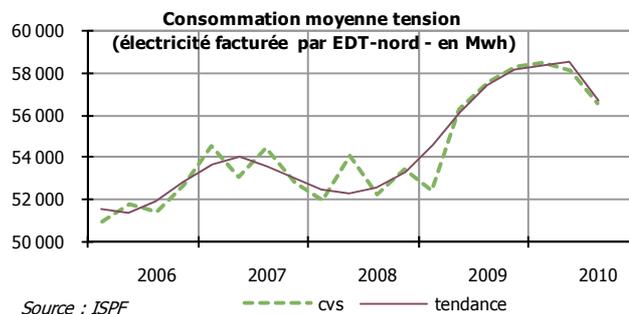
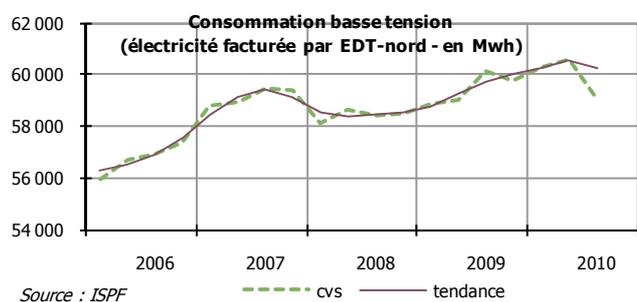
Source : ISPF

COMMERCE EXTERIEUR

(Source : ISPF)	T3 09	T2 10	T310	Cumul 2010	▲ trim.	▲ en glisst annuel
Importations						
En valeur (en millions de F CFP)	37 133	38 114	41 353	79 467	8,5%	11,4%
Exportations						
En valeur (en millions de F CFP)	2 488	2 809	3 647	6 456	29,9%	46,6%
Taux de couverture	6,7%	7,4%	8,8%	8,1%	-	-

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.5 L'énergie



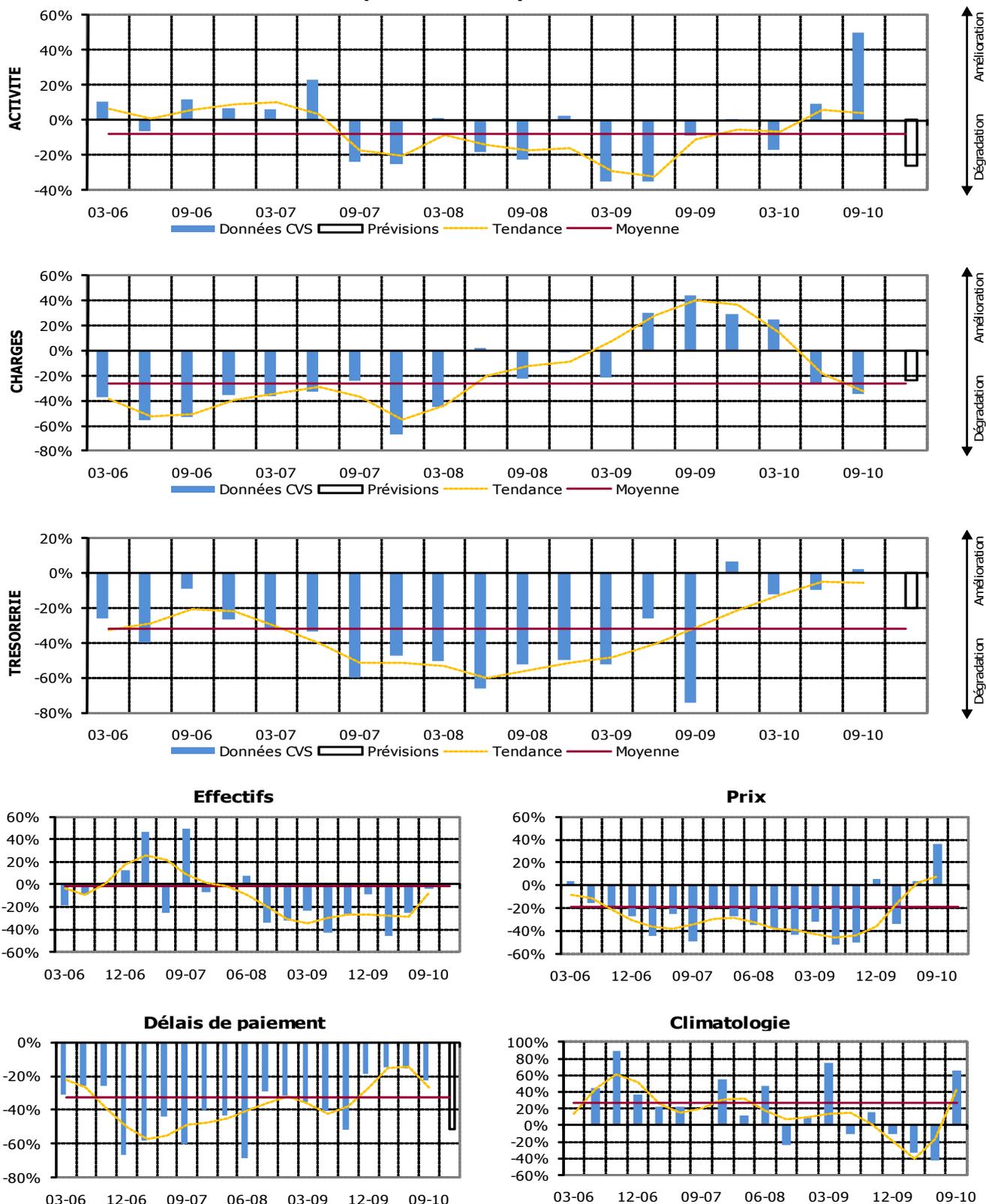
ENERGIE (Source : EDT-Nord)	T3 09	T2 10	T3 10	Cumul 2010	▲ trim.	▲ en glis s annuel
Electricité produite (en MWh)	153 466	140 800	132 860 ▲	273 660	-5,6%	-13,4%
Electricité consommée (en MWh)	112 058	119 545	109 979 ▲	229 524	-8,0%	-1,9%
Basse tension	57 682	62 071	56 551 ▲	118 622	-8,9%	-2,0%
Moyenne tension	54 376	57 474	53 428 ▲	110 902	-7,0%	-1,7%

2. Analyse sectorielle

2.1 Secteur primaire

2.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « secteur primaire ¹»

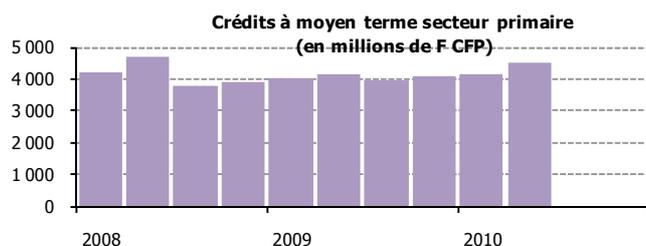
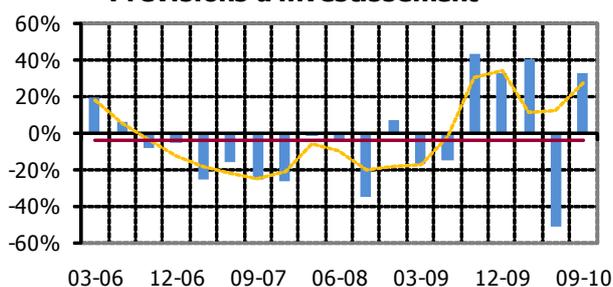
Soldes d'opinion au 30 septembre 2010 – CVS



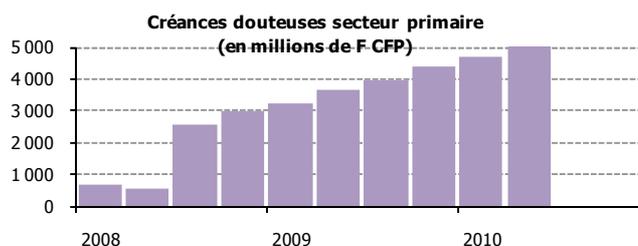
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 13 entreprises du secteur primaire dont 10 ayant répondu.

2.1 Secteur primaire

Prévisions d'investissement



IEOM - Service central des risques



Source : IEOM-Service central des risques

PRODUCTION en tonnes

(Source : Caisse de soutien des prix)

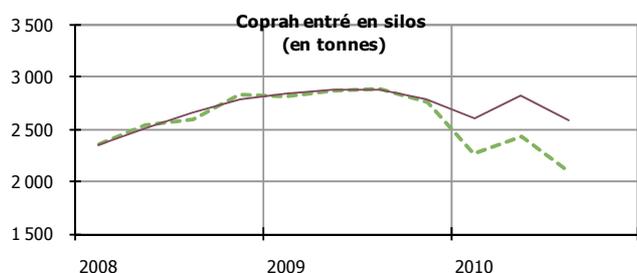
	T3 09	T2 10	T3 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annuel
Coprah	3 225	2 265	2 368	4,5%	-26,6%

EXPORTATIONS en tonnes

(Source : ISPF)

	T3 09	T2 10	T3 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annuel
Vanille	3	3,1	5,0	61,4%	66,9%
Perles	1,54	4,43	4,18	-5,5%	172,2%
Poissons et crustacés	347	195	373	91,4%	7,5%

2.1.2 Agriculture



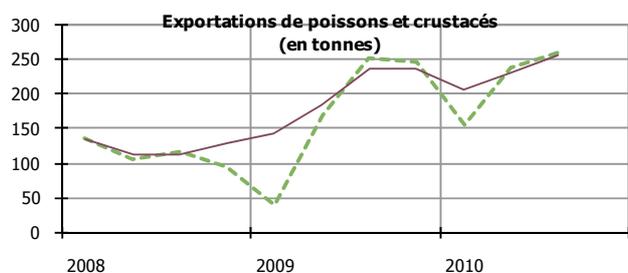
Source : ISPF

--- cvs — tendance



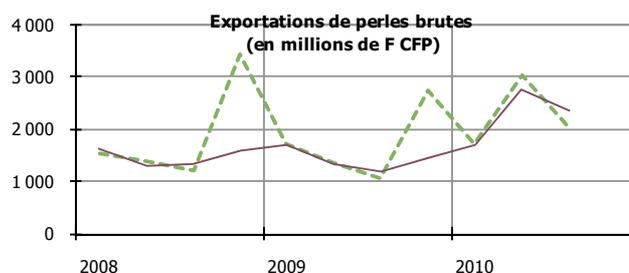
Source : ISPF

2.1.3 Pêche et perliculture



Source : ISPF

--- cvs — tendance



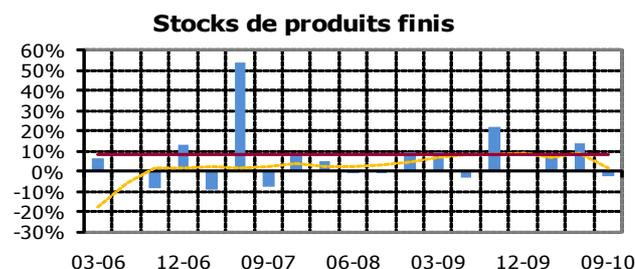
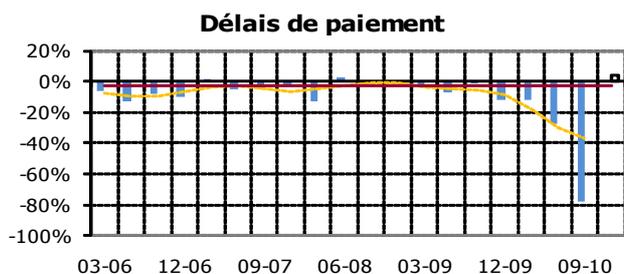
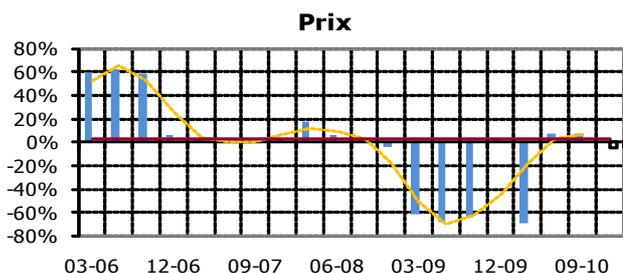
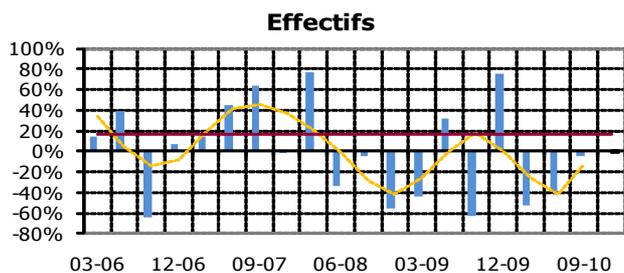
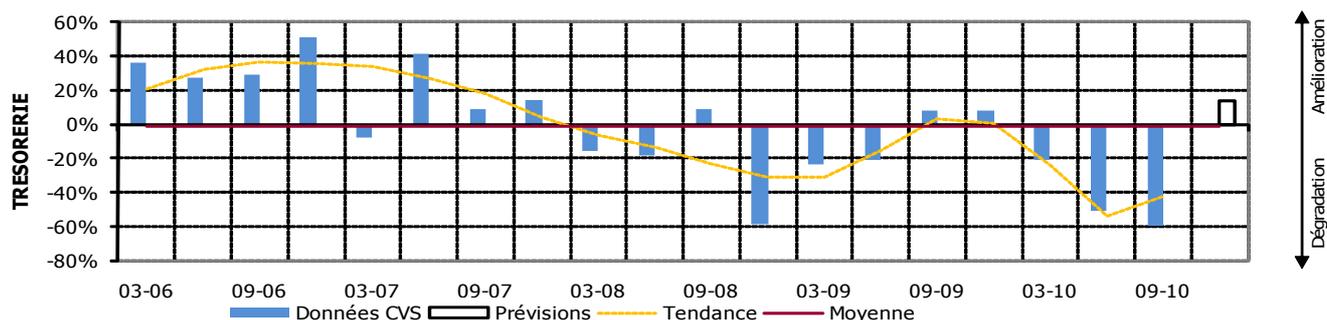
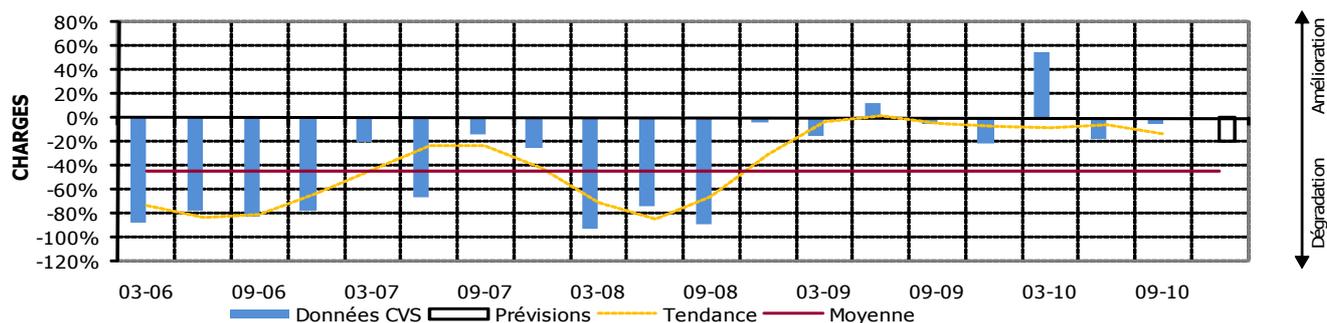
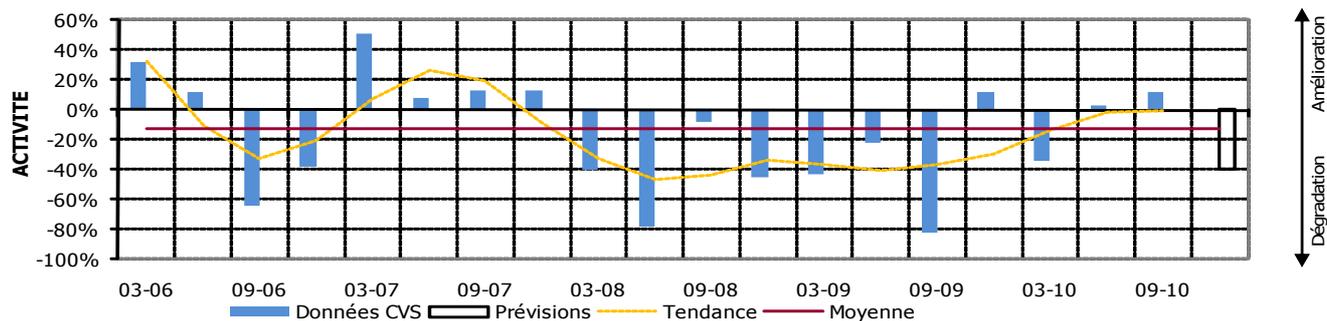
Source : ISPF

--- cvs — tendance

2.2 Industrie agroalimentaire

2.2.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises de l' « industrie agroalimentaire 1 »

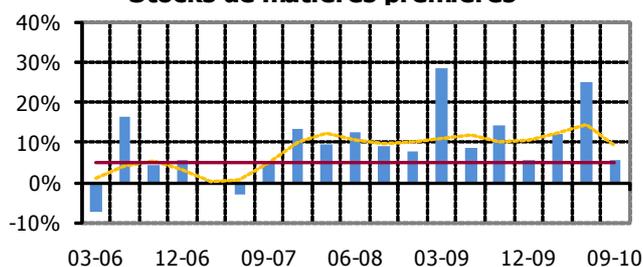
Soldes d'opinion au 30 septembre 2010 – CVS



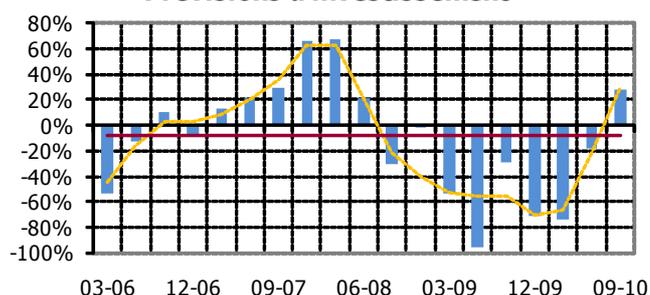
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur agroalimentaire dont 10 ayant répondu.

2.2 Industrie agroalimentaire

Stocks de matières premières



Prévisions d'investissement

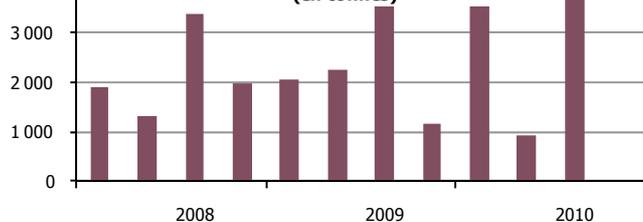


EXPORTATIONS en tonnes

(Source : ISPF)

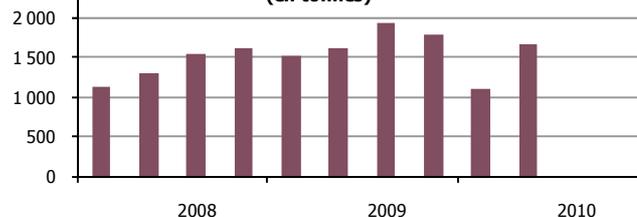
	T3 09	T2 10	T3 10	▲ trimestrielle	▲ en glisist annual
Produits alimentaires	3 724	943	3 716	293,8%	-0,2%
Nono (purée et jus)	740	633	615	-2,9%	-16,9%

Exportations de produits agroalimentaires (en tonnes)



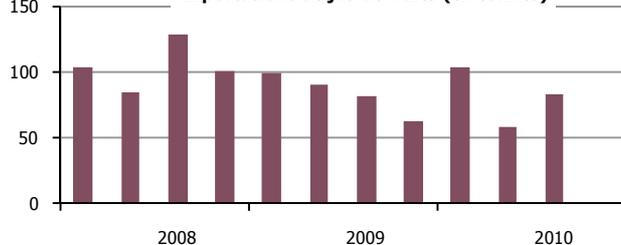
Source : ISPF

Production d'huile de coprah brute (en tonnes)



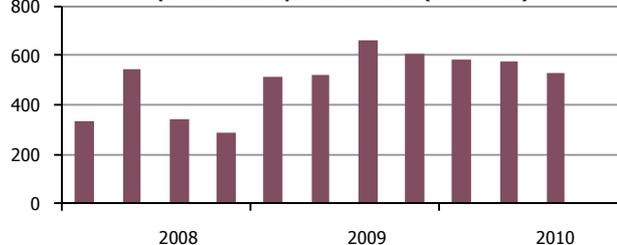
Source : Huilerie de Tahiti

Exportations de jus de fruits (en tonnes)



Source : ISPF

Exportations de purée de fruits (en tonnes)

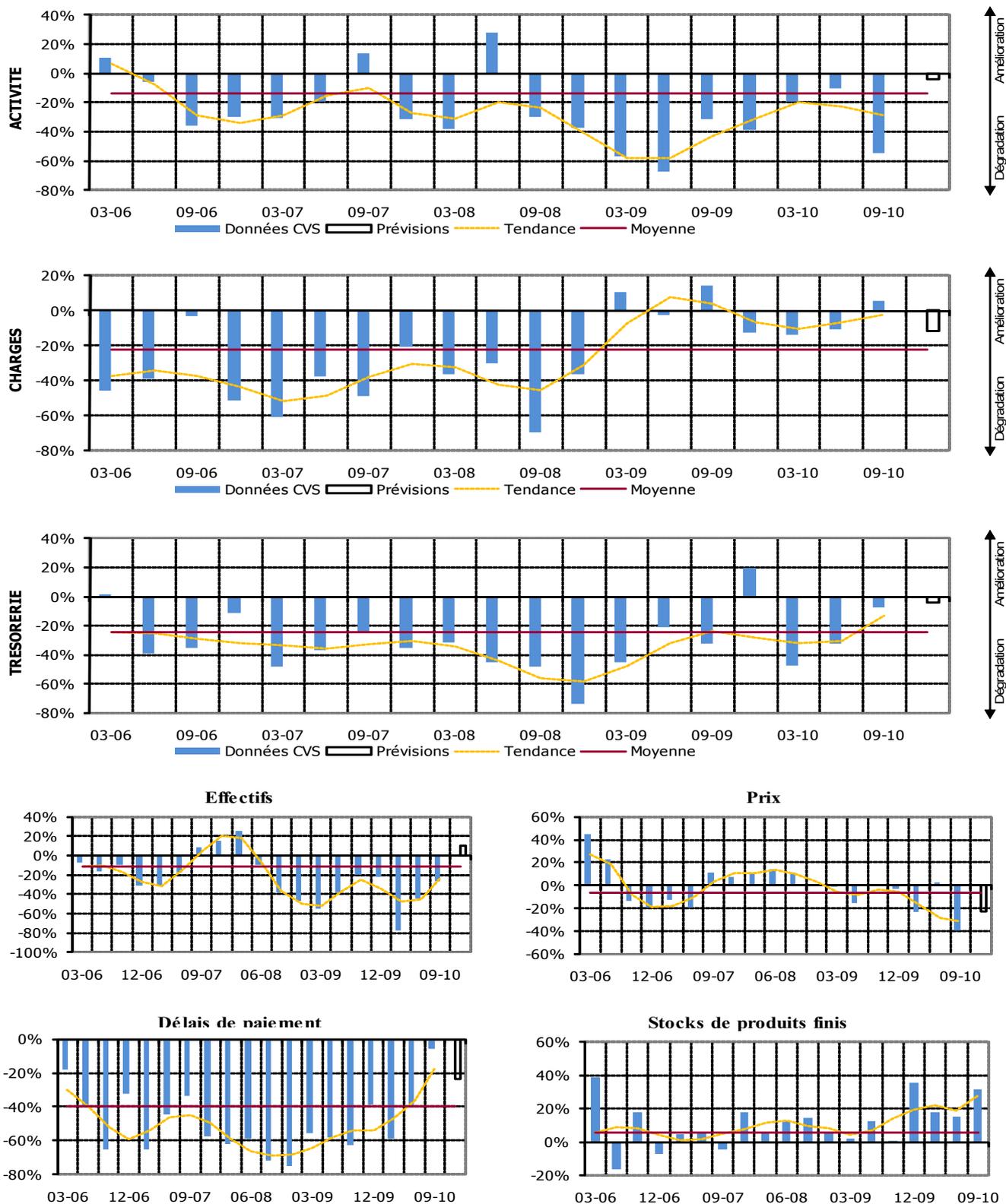


Source : ISPF

2.3 Autres industries

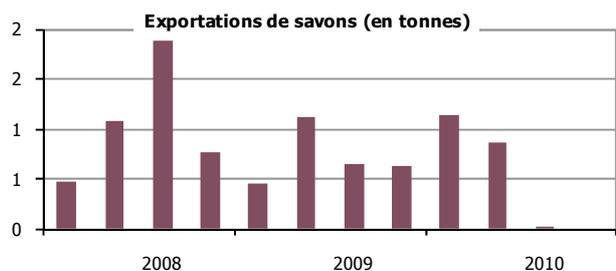
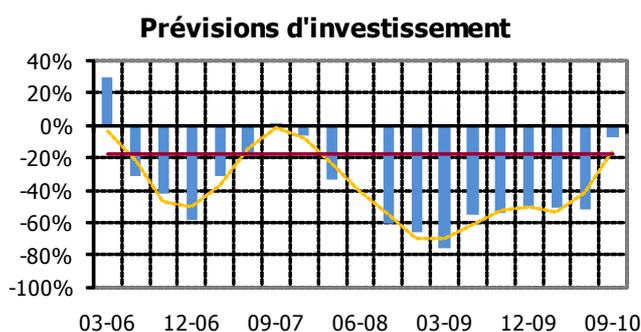
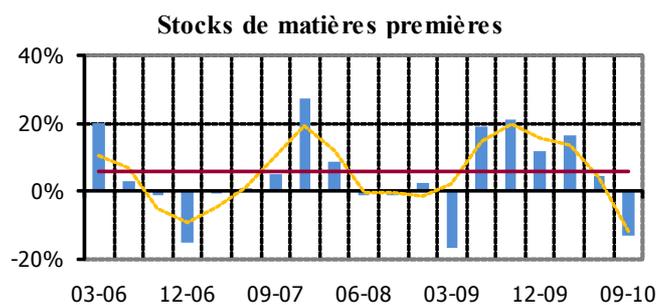
2.3.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises des « autres industries 1 »

Soldes d'opinion au 30 septembre 2010 – CVS

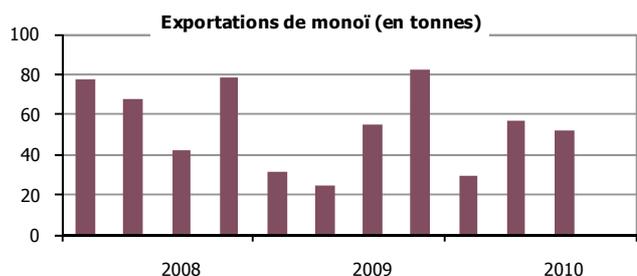


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 26 entreprises de l'industrie hors agroalimentaire dont 18 ayant répondu.

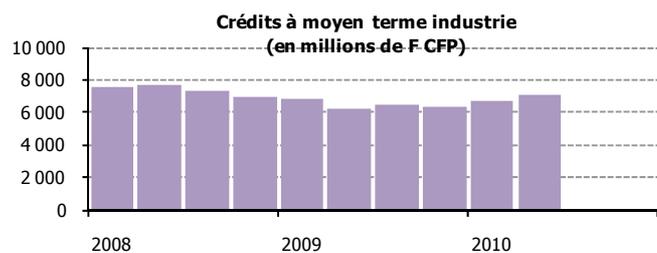
2.3 Autres industries



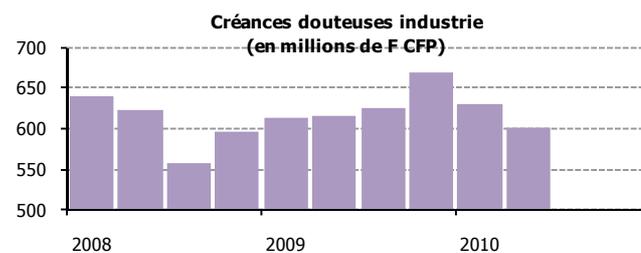
Source : ISPF



Source : ISPF



IEOM - Service central des risques

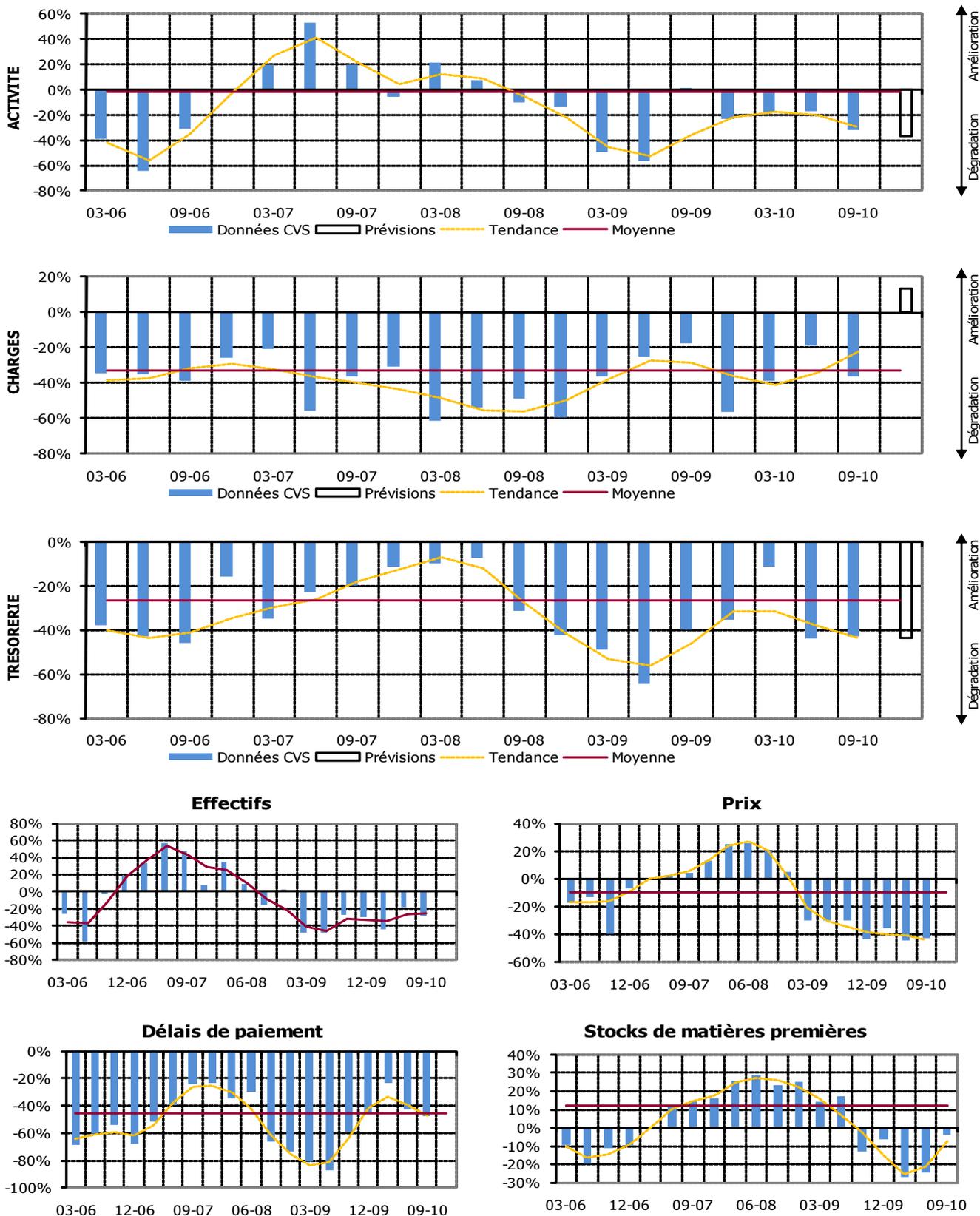


Source : IEOM - Service central des risques

2.4 Bâtiment et travaux publics

2.4.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « bâtiment et travaux publics 1 »

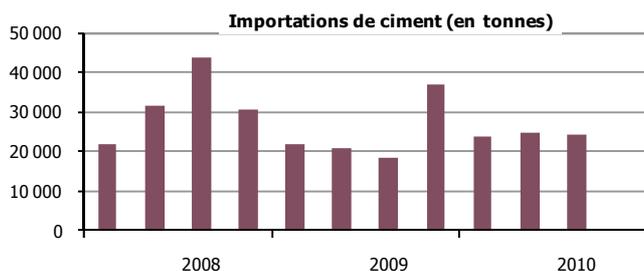
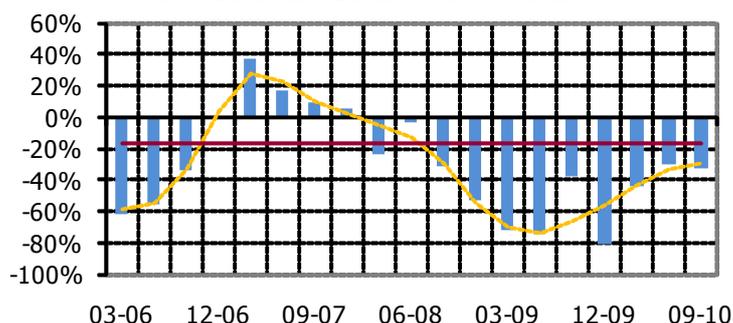
Soldes d'opinion au 30 septembre 2010 – CVS



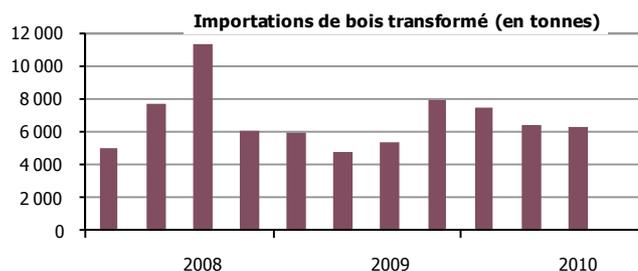
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 33 entreprises du secteur du BTP dont 18 ayant répondu.

2.4 Bâtiment et travaux publics

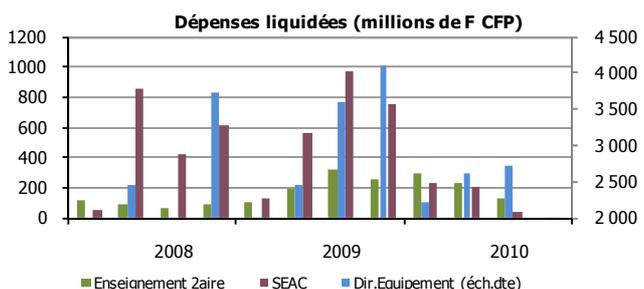
Prévisions d'investissement



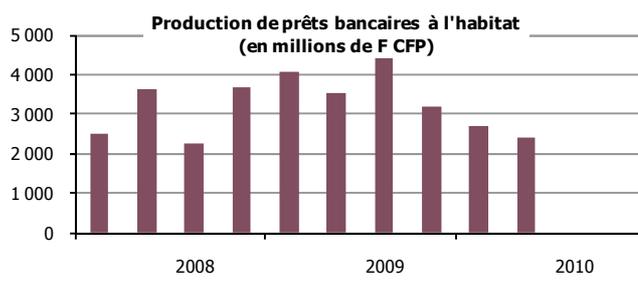
Source : ISPF



Source : ISPF

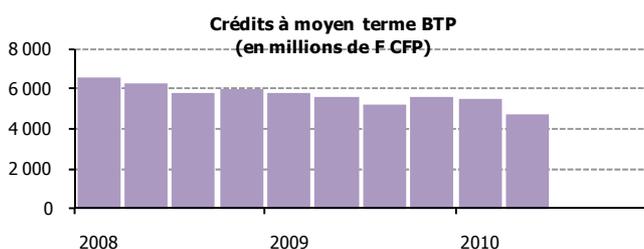


Source : ISPF

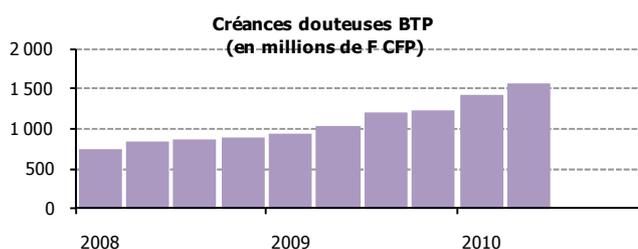


Source : éts de crédit

IMPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T3 09	T2 10	T3 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annuel
Ciment	18 495	24 582	24 365	-0,9%	31,7%
DEPENSES PUBLIQUES en millions de F CFP	T3 09	T2 10	T3 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annuel
Dépenses de la Direction de l'équipement	3 589	2 606	2 706	3,8%	-24,6%
Dépenses de l'enseignement	313	235	127	-45,8%	-59,3%
Dépenses du Service de l'aviation civile	968	202	39	-80,9%	-96,0%



IEOM - Service central des risques

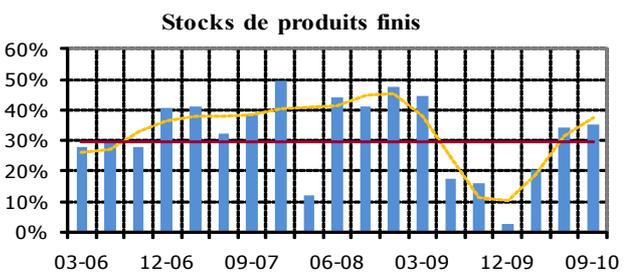
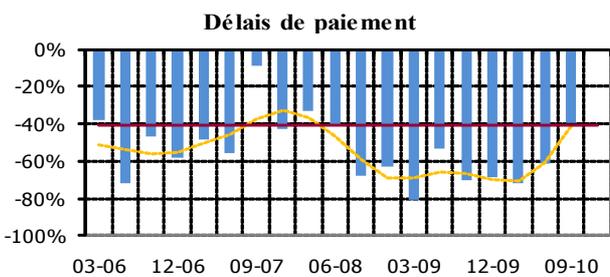
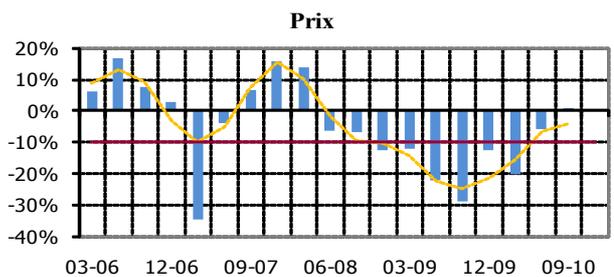
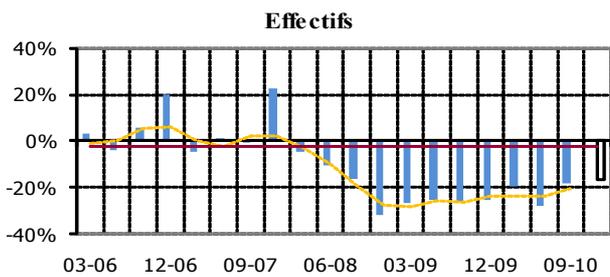
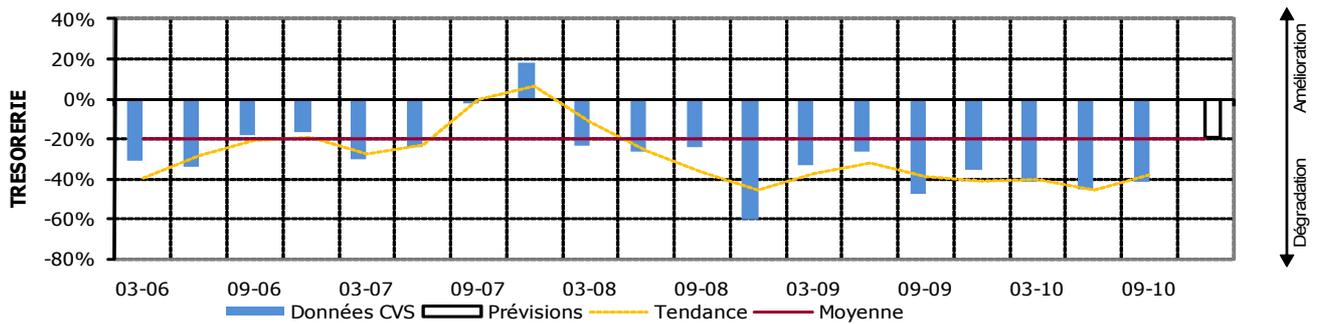
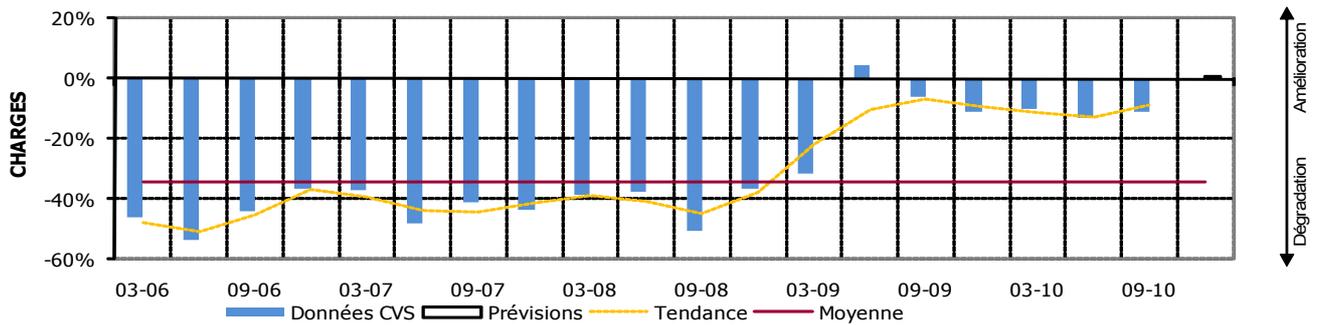
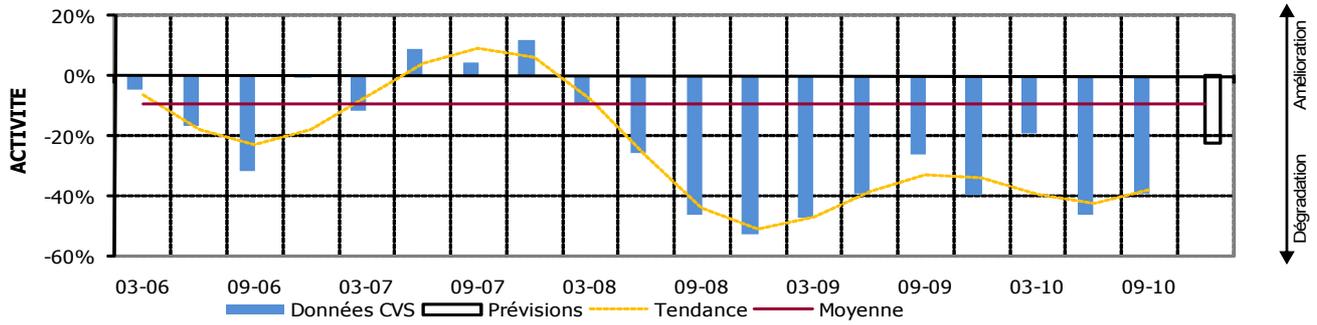


Source : IEOM - Service central des risques

2.5 Commerce

2.5.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du commerce ¹»

Soldes d'opinion au 30 septembre 2010 – CVS

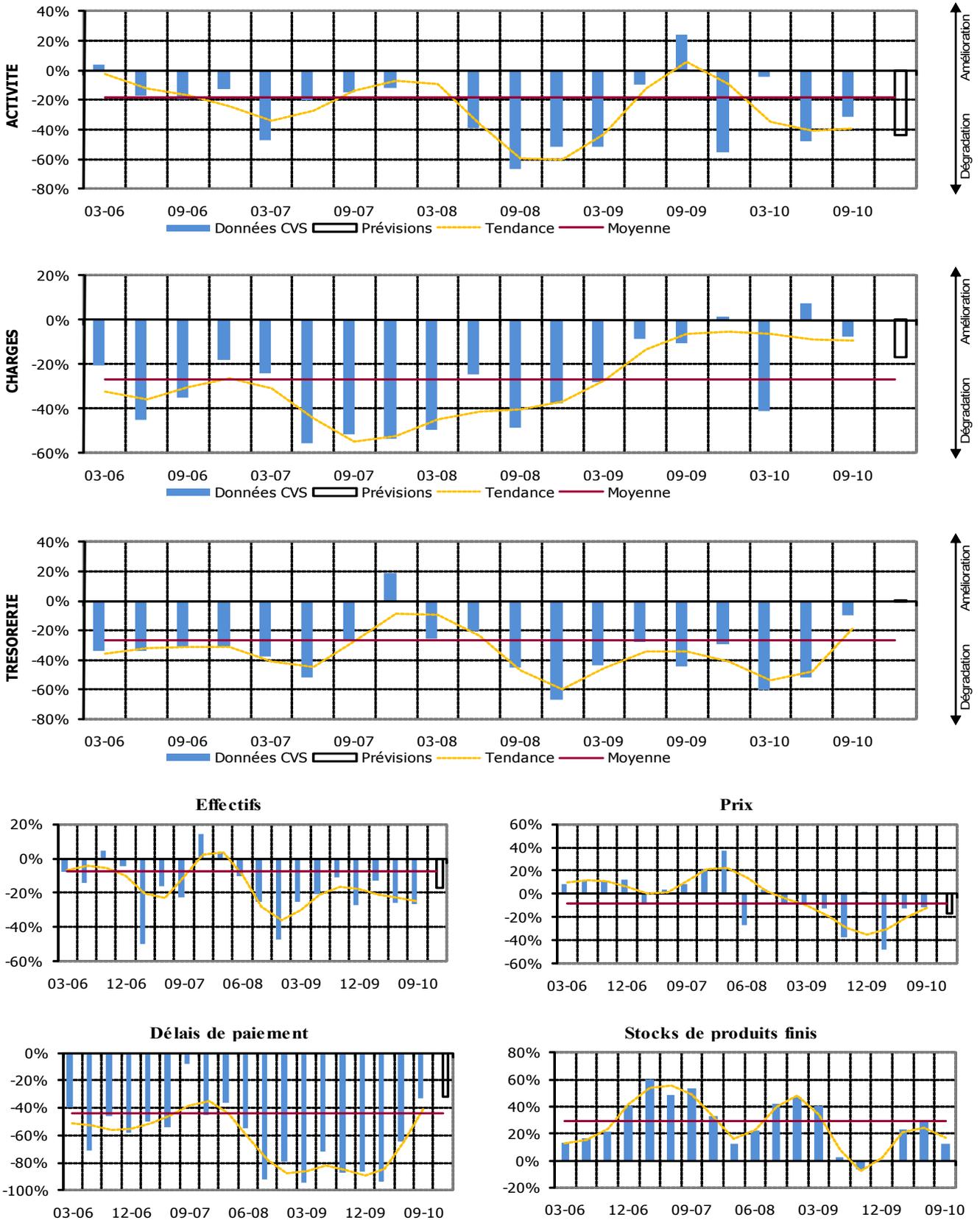


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 54 entreprises du secteur du commerce dont 44 ayant répondu.

2.5 Commerce

2.5.2 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de gros ¹ »

Soldes d'opinion au 30 septembre 2010 – CVS

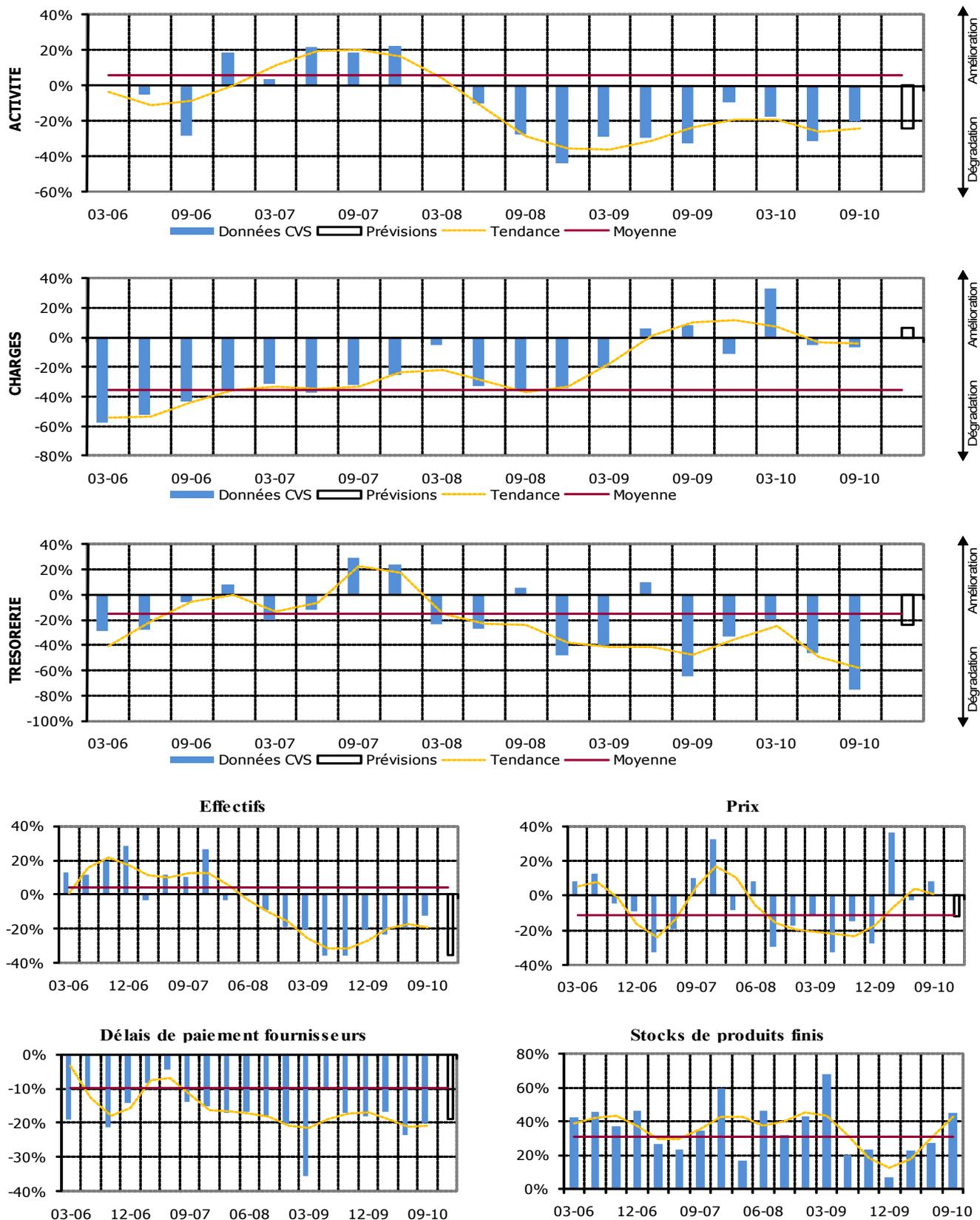


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 21 entreprises du secteur du commerce de gros dont 17 ayant répondu.

2.5 Commerce

2.5.3 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de détail ¹ »

Soldes d'opinion au 30 septembre 2010 – CVS

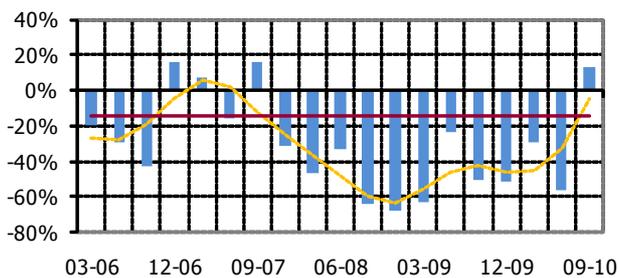


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 33 entreprises du commerce de détail dont 27 ayant répondu.

2.5 Commerce

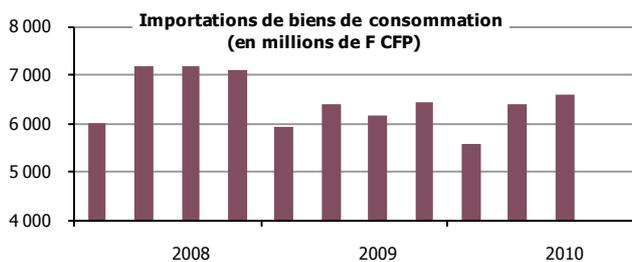
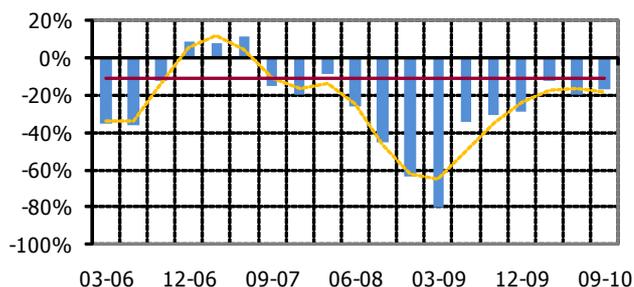
Commerce de gros

Prévisions d'investissement

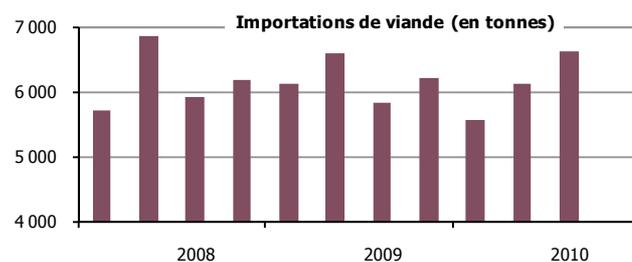


Commerce de détail

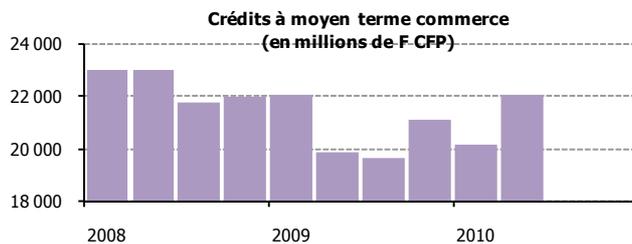
Prévisions d'investissement



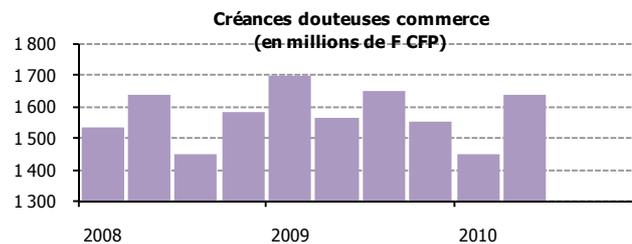
Source : ISPF



Source : ISPF



IEOM - Service central des risques

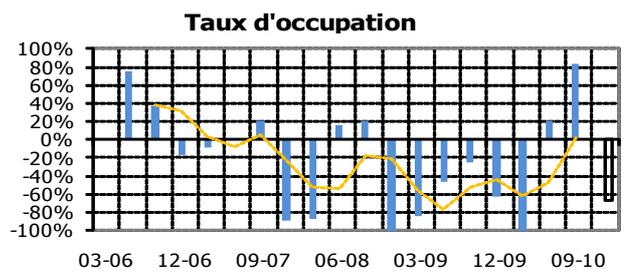
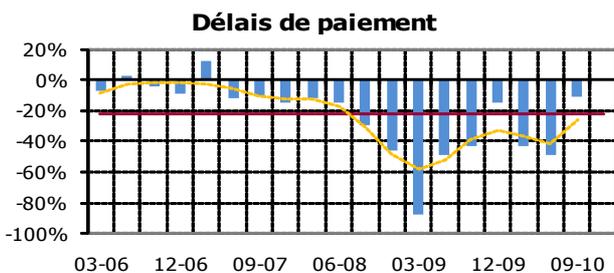
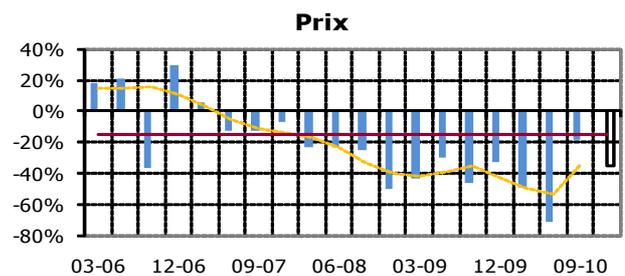
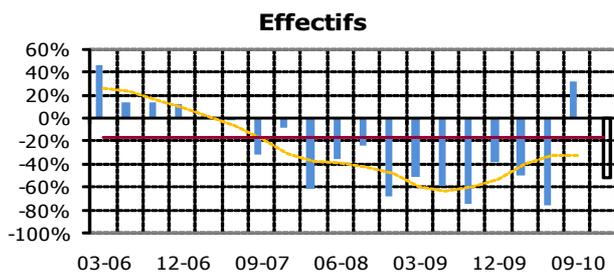
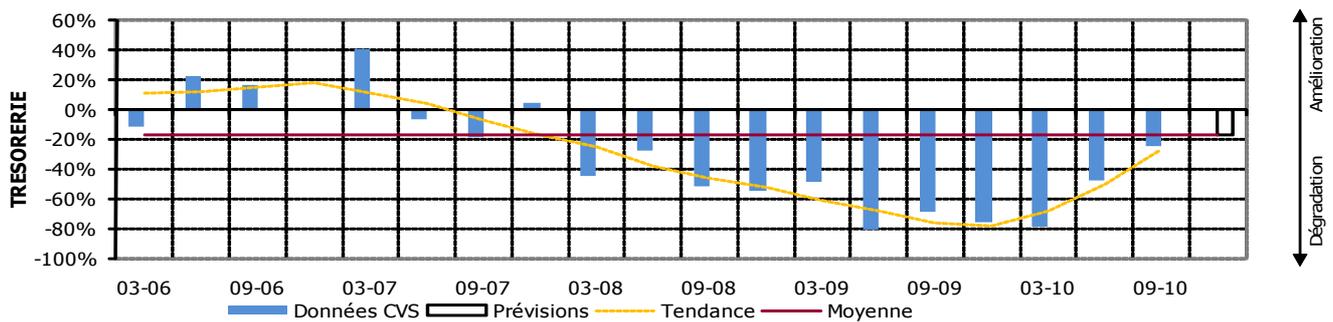
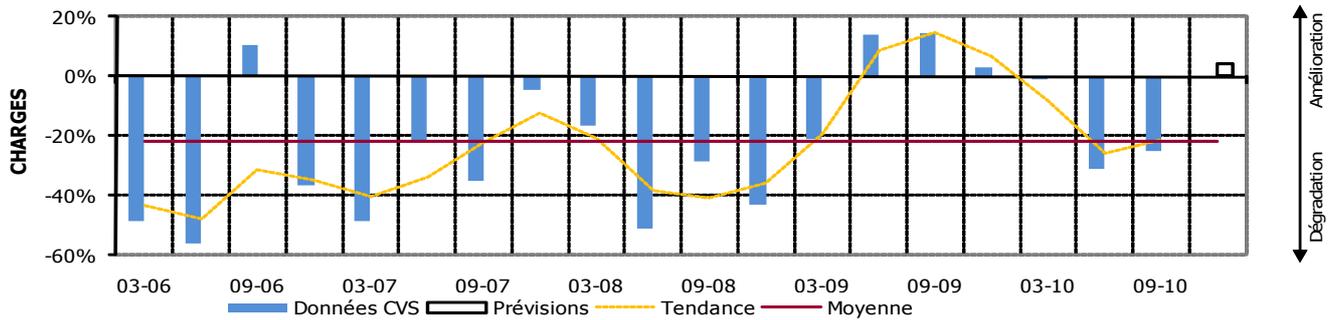
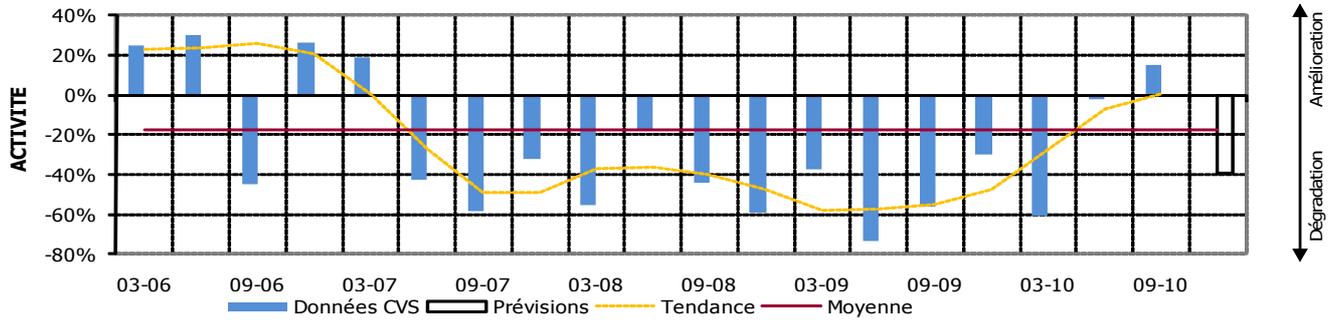


IEOM - Service central des risques

2.6 Hôtellerie - tourisme

2.6.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « hôtellerie et tourisme 1 »

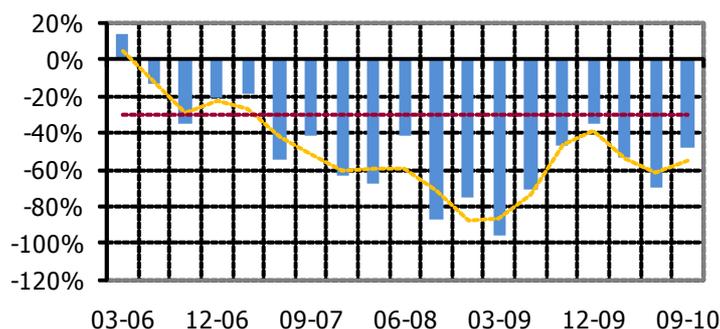
Soldes d'opinion au 30 septembre 2010 – CVS



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du tourisme dont 9 ayant répondu.

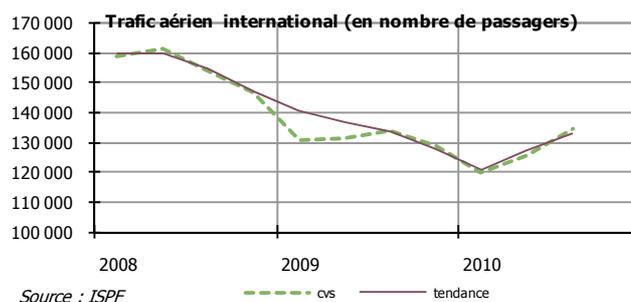
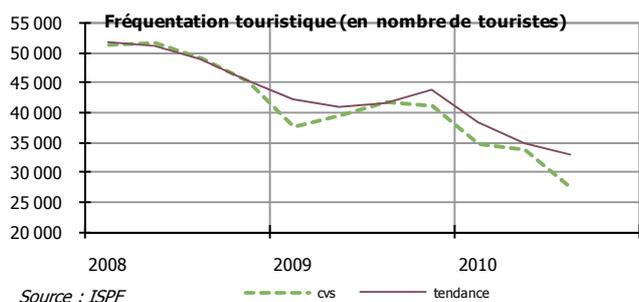
2.6 Hôtellerie - tourisme

Prévisions d'investissement

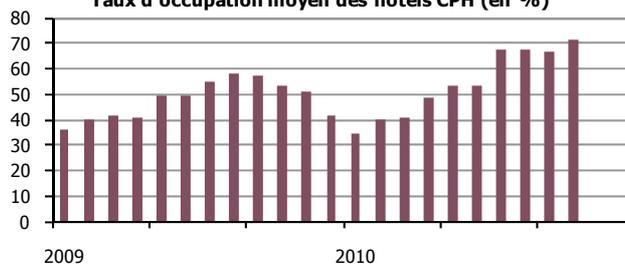


TRAFFIC A L'AEROPORT DE TAHITI (Source : SEAC)	T3 09	T2 10	T3 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annual
Nombre de passagers	154 471	118 046	157 383	33,3%	1,9%

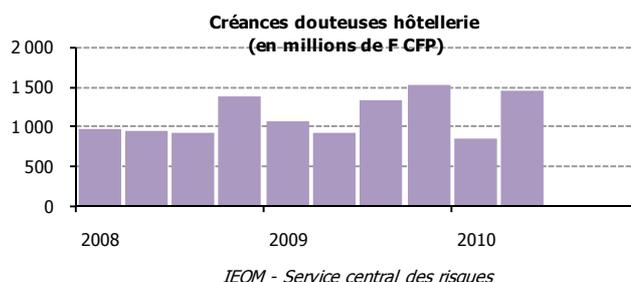
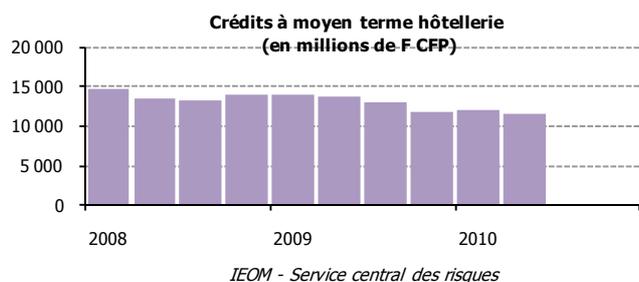
FREQUENTATION TOURISTIQUE (Source : ISPF)	T3 09	T2 10	T3 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annual
Nombre de touristes	47 549	33 915	nd	-	-



Taux d'occupation moyen des hôtels CPH (en %)



1 Source : CPH

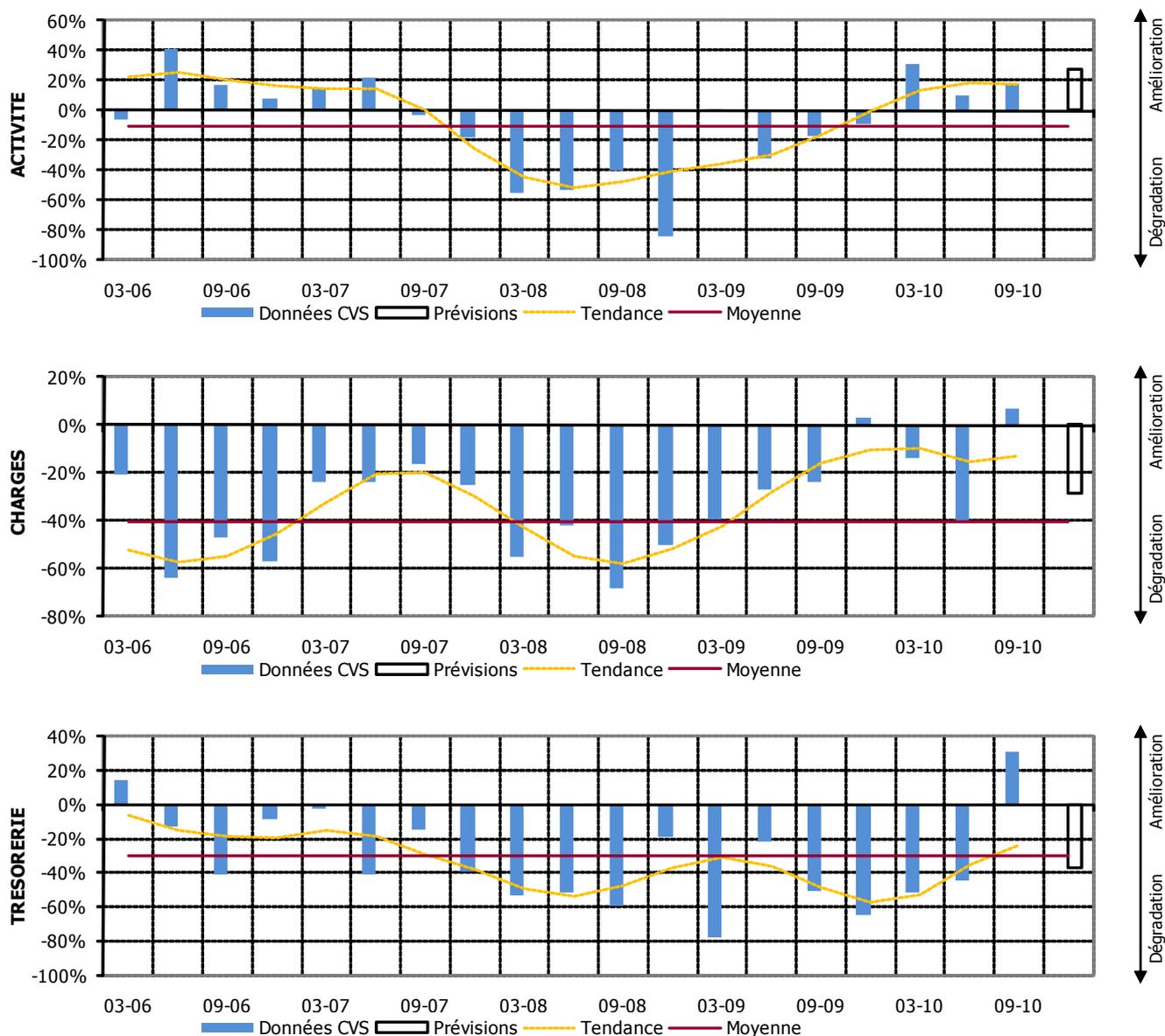


¹ Le Conseil des professionnels de l'hôtellerie regroupe 25 établissements hôteliers internationaux.

2.7 Services marchands

2.7.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « services marchands 1 »

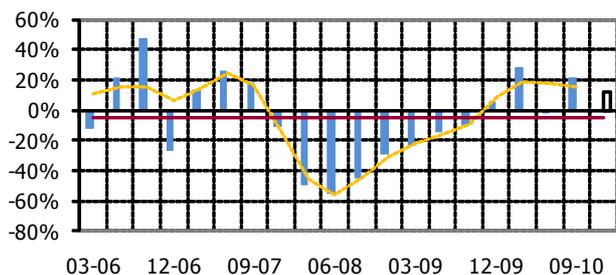
Soldes d'opinion au 30 septembre 2010 – CVS



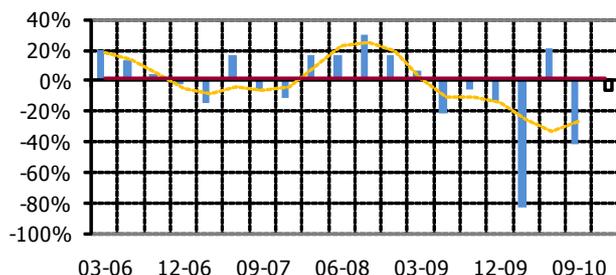
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 47 entreprises du secteur « services marchands » dont 27 ayant répondu.

2.7 Services marchands

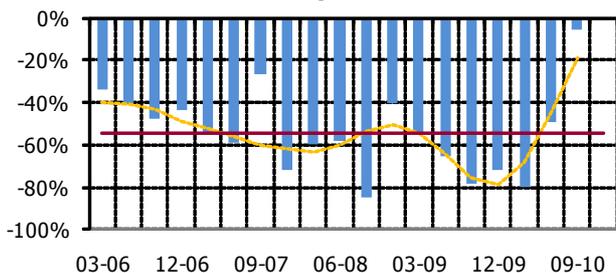
Effectifs



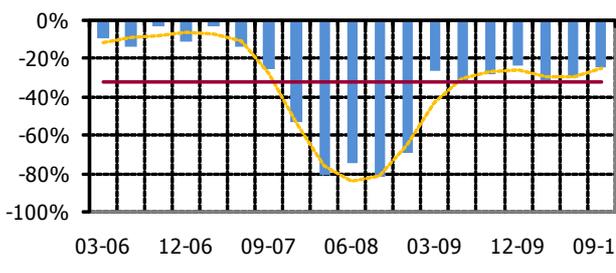
Prix



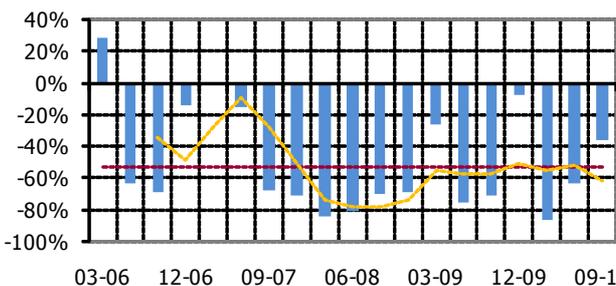
Délais de paiement



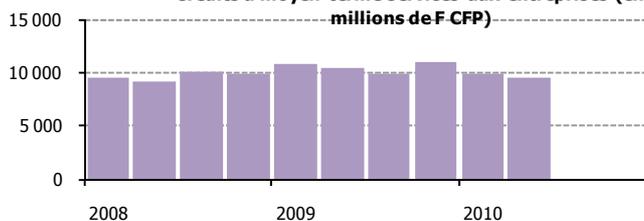
Carnet de commande



Prévisions d'investissement

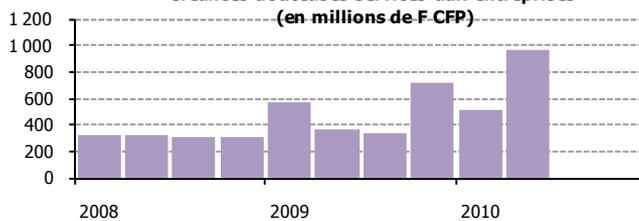


Crédits à moyen terme services aux entreprises (en millions de F CFP)



IEOM - Service central des risques

Créances douteuses services aux entreprises (en millions de F CFP)



Source : IEOM - Service central des risques

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achévé d'imprimer le 2 décembre 2010
Dépôt légal : décembre 2010 - N° ISSN 0296-3108

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03